



Armand Mattelart, *Communication, idéologies et hégémonies culturelles. Une anthologie en trois volumes (1970-1986) – Tome 1*, édition établie et présentée par Fabien Granjon et Michel Sénécal, Paris, Presses des Mines, 2015, 370 p., 27,55 €.

Présentation : « Entre point de vue de classe et regard-monde »

Par Fabien Granjon & Michel Sénécal

Cette anthologie est, pourquoi ne pas le dire, une reconnaissance de dette¹. La créance qui nous lie à Armand Mattelart est toutefois d'une nature bien particulière. Elle est de celle que l'on honore avec enthousiasme, un juste retour des choses qui témoigne de l'importance de sa présence et de sa pensée dans la structuration en profondeur de notre rapport au monde et la construction de notre relation singulière au savoir. L'une et l'autre de ces dispositions sont en l'occurrence marquées par ce qu'il convient d'appeler la *critique*, ce penchant qui incite à n'être jamais satisfait d'un présent qui n'actualise que si peu les possibles émancipateurs dont l'humanité est pourtant porteuse. Cette orientation critique est ce qui rend sensible aux phénomènes de domination, invite à en saisir les logiques, les contradictions, ainsi qu'à en rendre compte, et *in fine*, incite à les combattre et les transformer pour les remplacer par la valorisation de toutes les facultés humaines au principe de la réalisation de soi. Cette dernière caractéristique s'avère cruciale. La critique se distingue en effet en ce qu'elle « essaie de dégager dans la société qu'elle étudie la *conscience possible* [c'est nous qui soulignons], les tendances virtuelles qui sont en train de se développer et qui sont orientées vers son dépassement² ». Il s'agit donc d'une inclination morale pratique qui, selon la formule maintes fois reprises, mêle fondamentalement au pessimisme de la raison, l'optimisme de la volonté à actualiser des *possibles*. Cette boussole existentielle, par ailleurs façonnée par des trajectoires biographiques marquées par diverses formes d'engagement et de militance, a vu sa précision se renforcer au contact d'Armand Mattelart, à la lecture de ses travaux et à la fréquentation de ses enseignements. La « ligne de foi » de nos propres « compas matérialistes » s'en est ainsi trouvé que mieux axée, assurant encore davantage les trajectoires critiques que nous souhaitons suivre, notamment dans nos parcours universitaires, même si les conditions concrètes de production de connaissance qui ont été les nôtres n'ont pas toujours été favorables à l'épanouissement d'une telle *libido sciendi*.

Nous avons fait la connaissance d'Armand Mattelart à des périodes de nos vies et dans des contextes socio-académiques différents qui nous ont menés à produire, sous sa direction, pour l'un, nos premiers travaux scientifiques, pour l'autre, parmi nos recherches les plus significatives. Ce furent des moments marquants, riches de discussions épistémologiques et politiques, et toujours rehaussés par ce sentiment par trop rare, d'être, du fait de ces échanges, en capacité de penser et d'agir davantage et mieux. Magnifique antidote à la résignation, c'est bien à « une manière de se lever et de se mettre en route³ » que nous a toujours invité Armand Mattelart. Exigeant et bienveillant il n'a eu de cesse, quand il enseignait, de transmettre à ses étudiants ce goût pour le dévoilement (aller au-delà des apparences et des faits qui ne parlent jamais d'eux-mêmes), l'indignation et l'engagement, autrement dit à les inciter à relever le défi critique des exigences de la pratique sociale. Dans *Pour un regard-monde*, ouvrage d'entretiens conduits avec Michel Sénécal, il affirme ainsi : « Je ne cherche pas seulement à produire des connaissances dans un champ spécifique de savoirs sur la société, mais à contribuer à changer l'état de choses existant. C'est un désir de comprendre et d'agir⁴ », nécessité qui ne cesse de s'exprimer avec la plus grande force au sein des textes ici colligés.

Armand Mattelart n'a jamais été attiré par les honneurs d'aucune sorte et n'a, par ailleurs, jamais considéré l'Université comme devant être le lieu unique et réservé d'intervention des enseignants-chercheurs : « La prise de conscience des enjeux de la construction d'un champ et de ma position dans celui-ci ne m'est donc venue que sur le tard⁵ », affirme-t-il dans l'épilogue du même livre retraçant sa trajectoire intellectuelle et la construction de sa pensée au contact de destins collectifs dans diverses régions du monde. Faisant montre d'un détachement manifeste pour les logiques d'appareils, les luttes intestines visant à (re)définir les structures des relations objectives entre pairs et les prises de position distinctives, il s'est toujours tenu à l'écart, tant des intrigues de cour que des batailles acerbes visant à la construction de positions institutionnelles dominantes et des titres nobiliaires qui vont avec, souvent peu compatibles avec le maintien d'un désir politique de faire science, indexé à des pratiques sociales autres que celles de l'académisme. Fervent défenseur de la marginalité créatrice et de l'*imagination sociologique*, Armand Mattelart a logiquement toujours refusé de prendre part à la « construction de l'hégémonie d'enclos académiques dont la principale activité est de produire des sagas⁶ », tout comme de participer à la perpétuation d'« écoles de pensée » et d'héritages théoriques « locaux », lesquels, bien souvent, apparaissent moins comme des legs à interroger que comme un patrimoine à faire fructifier et dont les dividendes attendus se comptent en lignes de *curriculum vitae*. Ces enclosures disciplinaires permettent de distinguer *Eux* de *Nous*, d'établir des chasses gardées, de faire et de défaire des carrières, mais s'avère à l'évidence de peu d'utilité s'agissant, d'une part, du développement du savoir scientifique lui-même et, d'autre part, de l'affirmation d'une pensée scientifique qui ne serait pas considérée comme une fin dernière, mais bien comme un « moyen pour le groupe social et pour l'humanité entière⁷ ».

Interdisciplinarité

Parmi les exigences qui pèsent sur toute forme de production scientifique critique, il en est une dont Armand Mattelart a toujours été un ardent défenseur, celle de l'*interdisciplinarité*. Non pas le brouet éclectique que certains territoires disciplinaires voudraient bien faire passer pour une originalité les distinguant des *régions épistémologiques* avec lesquelles ils entretiennent des frontières, mais une pratique de production de connaissance allant vers

ce que Lucien Goldmann désigne comme une « science concrète des faits humains⁸ », laquelle devrait *a minima* épouser les contours d'une *sociologie historique*. Sous cet angle, le registre critique caractéristique des travaux d'Armand Mattelart relève d'une sorte d'*irrédentisme épistémologique* dénonçant la division disciplinaire du travail scientifique. À l'instar du marxisme dont il se revendique en la période que couvre l'anthologie, lequel peut se définir comme « une *théorie-praxis unitaire*, globale, qui s'approprie la totalité de la réalité historico-sociale sans se fragmenter dans les différentes sciences sectorielles réifiées⁹ », il fait ainsi sienne l'obligation de proposer un savoir unifié, une vision d'ensemble des phénomènes étudiés et de les resituer dans leur relation à une totalité historico-sociale concrète qui en révèle la place et la fonction. Pour ne prendre qu'un exemple (sur lequel nous aurons l'occasion de revenir *infra*), il est évident que pour Armand Mattelart, l'idéologie « est en relation intime avec un mode de production et une formation sociale déterminée ; elle lui est fonctionnelle et en permet la reproduction, comme elle permet celle de l'hégémonie de la classe qui personnifie le capital » (« La communication des masses » - LCM¹⁰). Aussi, l'objectif est de dévoiler la logique structurale du système de domination et de dégager la genèse du mode capitaliste de production de la communication et les rapports sociaux qui lui sont consubstantiels. Cette « ligne de force » attentive tant au processus historique de la communication qu'à la structure de domination de laquelle elle participe, vise ainsi à « reconstituer un mode de production : par exemple, le parcours qu'a suivi un concept, une théorie, une découverte scientifique, un mode d'implantation sociale d'une technologie ou encore une forme d'organisation étatique » (« Pour une analyse de classe de la communication » - PAC). L'analyse de la production de la communication comme phénomène total s'inscrit donc, ici, dans la nécessité de maintenir une « relation vivante au Tout¹¹ ». Promesse de la critique faite à la réalité concrète, qu'elle entend appréhender selon des modalités qui ne sont pas strictement analytiques, mais bien *dialectiques*, c'est-à-dire faisant une place aux tendances contradictoires et au mouvement, à la fonctionnalité et à la structure : « On ne peut comprendre un phénomène, affirme Goldmann, qu'en l'insérant d'abord dans la structure plus vaste dont il fait partie et où il a une fonction, cette fonction étant son sens objectif, indépendamment du fait que les hommes qui agissent et le créent en sont conscients ou non ; c'est la catégorie de la structure significative qu'on ne comprend que par l'insertion dans une structure significative plus vaste et dans l'ensemble de l'histoire¹² ».

Juriste de formation, démographe, faisant continuellement œuvre d'historien et de sociologue, proche des sciences politiques quand elles se piquent de relations internationales ou d'études latino-américaines, rattaché aux sciences de l'information et de la communication, etc., Armand Mattelart a toujours franchi allègrement les frontières des disciplines balkanisées d'une *Alma mater* qui ne s'avère réellement nourricière que pour ceux de ses rejetons qui acceptent d'être affidés à une unique discipline et reconnaissent, par ailleurs, partager l'*illusio* spécifique du champ unique qu'ils ont choisi comme terre d'accueil. De ceux-là il n'a jamais été, préférant l'« apatridie critique » plutôt que le protectorat disciplinaire. Mais, en ce domaine, on ne pardonne guère aux « hérétiques » leurs élans transgressifs (in)disciplinés et Armand Mattelart devra patienter dix années après les débuts de son exil forcé en France avant d'intégrer l'Université : « Lorsque j'ai postulé en 1983 sur un poste de professeur à l'université de Rennes 2, témoigne-t-il, la section dévolue aux sciences de l'information et de la communication à la Commission supérieure des universités (CSU), ne m'a-t-elle pas déclassé au motif que je ne remplirais pas mon contrat d'enseignement puisque j'étais bien trop axé vers l'international pour m'insérer dans une université de province¹³ ». Avoir l'imp(r)udence de mettre en discussion les repères fondateurs des disciplines apparaît comme une défiance majeure qui inéluctablement vous fait franchir le Rubicon pour rejoindre le purgatoire des

« intempestifs » qui ne veulent pas « jouer le jeu » des normes établies. L'intègre mécréant est toujours, en l'espèce, plus mal traité que l'idiot utile et, surtout, plus mal encore que l'*apparatchik*, fidèle parmi les fidèles de la *nomenklatura* à qui l'« on peut confier sans crainte les responsabilités les plus hautes, puisqu'il ne peut rien faire pour faire avancer ses intérêts qui ne donne par là même satisfaction aux attentes et aux intérêts de l'appareil ; comme l'oblat, il est prédisposé à défendre l'institution, avec la dernière conviction, contre les menaces que lui font courir les déviations hérétiques de ceux qu'un capital acquis hors de l'institution autorise et incline à prendre des distances avec les croyances et les hiérarchies internes¹⁴ ».

Critique de l'économie politique de la communication

La période couverte par les trois volumes de cette anthologie¹⁵, riche de très nombreuses publications en plusieurs langues, est assurément celle que les lecteurs francophones d'Armand Mattelart connaissent le moins. Plusieurs de ces textes produits entre 1970 et 1986 ne sont, à ce jour, pas disponibles en français. Certains ont été publiés dans des revues ou chez des éditeurs mal distribués dans l'Hexagone, parfois disparus depuis, d'autres enfin sont épuisés et ne disposent pas de versions numériques. Rendus par là même difficiles d'accès, ces travaux séminaux sont pourtant d'un très grand intérêt, tant scientifique que politique, et nous semblent essentiels pour qui souhaite, d'une part, comprendre le rôle que joue la production médiatique, la culture et la communication dans la lutte des classes et, d'autre part, saisir et mettre en perspective l'œuvre d'Armand Mattelart, aujourd'hui considéré comme un figure importante des sciences de l'information et de la communication. Beaucoup lu, beaucoup cité, parfois considéré, à tort, comme faisant essentiellement œuvre d'historien des idées et des phénomènes dits « communicationnels », nombre de ses écrits avec lesquels il est conseillé d'être familier font ainsi partie des classiques de la discipline. Armand Mattelart bénéficie donc, à ce jour, d'une indéniable reconnaissance académique qui, sur le territoire français, semble pour l'essentiel honorer les travaux qu'il conduit à partir du moment où il obtient (bien tardivement) un poste d'enseignant-chercheur permanent au sein de l'Université de Rennes 2. Il y reste quatorze ans avant de rejoindre l'Université de Paris 8 dont il est à ce jour professeur émérite, institution pour laquelle il a fondé, en 2001, le Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (CEMTI), laboratoire de sciences sociales¹⁶.

Penser les médias, écrit en collaboration avec Michèle Mattelart¹⁷ constitue sans doute l'un des marqueurs éditoriaux inaugurant la période de production scientifique la plus connue, en France, de l'œuvre foisonnante d'Armand Mattelart (cf. la bibliographie en fin d'ouvrage). Celle-ci, sans rompre avec les attendus des travaux antérieurs, épouse toutefois une forme un peu différente, dont on pourrait affirmer qu'elle est plus « épistémologique » et moins directement « politique », ces deux aspects n'étant toutefois pas envisageables l'un sans l'autre. Armand Mattelart évoque lui-même un « changement de cap » dans sa volonté, au mitan des années 1980, d'interroger les glissements opérés par les problématiques « communicationnelles » qui semblent, alors, vouloir se départir du paradigme structurel, de l'antagonisme et des macro-sujets au profit de celui du réseau, de la fluidité et des micro-sujets. Cette bifurcation n'est assurément pas sans entretenir quelque accointance avec les logiques libérales, l'universalisme marchand et les normes managériales, rejetant le conflit social et la raison critique. De fait, « le souci de l'égalité comme objectif prioritaire de l'action politique fera [bientôt] place à l'identité et à

l'individualisation à tout crin. La contrepartie sera [alors] la mise à l'écart, dans la réflexion sur les dispositifs de la communication et la culture, des rapports de force et des déterminants socio-politiques, économiques et géopolitiques¹⁸ ». Cette nouvelle pente paradigmatique qui n'a cessé, surtout avec le développement des technologies et des médias numériques, de prendre de l'angle ces dernières années n'a, évidemment, jamais fait partie du répertoire de la production scientifique critique défendue par Armand Mattelart.

Après onze années passées au Chili, à son arrivée en France, Armand Mattelart envisage les nouveaux acteurs transnationaux de la publicité, de la culture et de la communication globalisées comme de nouveaux types d'*intellectuels organiques* (Gramsci), organisateurs de la culture travestis dans les oripeaux de la nouveauté et de l'atopie. *De facto*, « les "leçons" politiques et culturelles tirées de l'expérience socialiste au Chili, et l'écho qu'elles pouvaient avoir sur le milieu intellectuel et politique français en 1973-1974 [constituent] le passeport d'entrée d'Armand Mattelart dans l'hexagone¹⁹ ». Aussi contribue-t-il à l'acculturation des chercheurs, intellectuels et politiques français « de gauche », à la critique de l'économie politique de la communication, en insistant sur les leçons qui peuvent alors être tirées du « laboratoire chilien », notamment pour analyser, en Europe, la pénétration de la culture de masse états-unienne, et pour saisir « le processus naissant de dérégulation du système audiovisuel sous monopole public, et l'accélération des phénomènes de concentration, de commercialisation et d'internationalisation de la production culturelle²⁰».

Dans ses ouvrages des années 1990, Armand Mattelart insiste sur le fait que ces intellectuels organiques²¹ d'un nouveau genre, mais dont la caractéristique principale reste d'être organiquement liés aux classes dominantes, sont issus d'une très longue histoire. Il en fait la généalogie dans une trilogie très remarquée : *La Communication-monde* (Paris, La Découverte, 1992), *L'Invention de la communication* (Paris, La Découverte, 1994) et *Histoire de l'utopie planétaire* (Paris, La Découverte, 1999). Ce triptyque montre que l'histoire du mode (de production) de (la) communication naît spécialement de contradictions portées par des logiques sociales antagonistes entre *free flow* et contrôle social. Il se prolonge par la publication de deux ouvrages également « archéologiques », portant sur les dynamiques sécuritaires : *La Globalisation de la surveillance* (Paris, La Découverte, 2007), puis *Le profilage des populations. Du livret ouvrier au cybercontrôle* (avec André Vitalis - Paris, La Découverte, 2014). Ce travail sur le temps long des phénomènes culturels et communicationnels s'applique également aux concepts et aux catégories servant à les penser. Il donne lieu à la publication de divers ouvrages de synthèse ayant vocation à mettre en lumière les avancées heuristiques, mais aussi les limites, voire les impasses de certains développements théoriques, ainsi que leurs soubassements idéologiques : *Histoire des théories de la communication* (avec Michèle Mattelart - Paris, La Découverte, 1995), *La Mondialisation de la communication* (Paris, PUF, 1996), *Histoire de la société de l'information* (Paris, La Découverte, 2001), *Introduction aux Cultural Studies* (avec Érik Neveu - Paris, La Découverte, 2003), ou encore *Diversité culturelle et mondialisation* (Paris, La Découverte, 2005). Ce resserrement qu'Armand Mattelart opère, au milieu des années 1980, sur des préoccupations assurément plus épistémiques, notamment archéologiques, ressemble davantage à une « multiplication des angles de prise de vues » qu'à une réorientation de l'œuvre panoramique à laquelle il prend part. La longue durée, chère à la Nouvelle Histoire, a pu être considérée comme téléologique, dépolitisée, s'intéressant à des thèmes triviaux présentant le plus souvent l'être social subissant un destin, à mille lieues de la lutte des classes. Ici, il n'en est évidemment rien ; la profondeur diachronique est au service d'une compréhension des

changements de la société civile et de la pratique sociale, même si la lutte des classes et le vocabulaire matérialiste qui en rend compte ne sont plus autant mis en avant.

L'euphémisation formelle du « *point de vue de classe* » au profit d'un « *regard-monde* » n'a donc rien d'un renoncement.

La pensée a un caractère historique, elle s'ancre dans des réalités matérielles changeantes et se voit soumise, en tant qu'activité sociale, à des facteurs de différentes natures qui en redéfinissent les conditions de production et qui en changent les modes d'énonciation. Il en va évidemment de celle d'Armand Mattelart qui, au début des années 1980, voit sa situation professionnelle évoluer (fin de la précarité). Ce « changement de cap » se traduit donc aussi par la mobilisation d'autres catégories intellectuelles, d'autres manières de rendre compte, mais qui, ne nous y trompons pas, restent toujours étayées par un engagement matérialiste conséquent qui va s'exprimer par la nécessité réaffirmée, avec peut-être davantage de force encore, de partir du point de vue de la totalité et de la reproduction d'ensemble. Car ne pas mettre « en relation les produits manifestes avec la globalité du système qui inspire leur production, [c'est rendre] impossible de capter la fonction de chacun et surtout de dévoiler l'axe idéologique qui en structure les contenus, les dote de cohérence, et les fait participer à la configuration d'un mode de vie généralisé » (LCM). Si les « révolutions » dont il est alors question sont davantage de nature technique, économique ou industrielle, elles n'en sont pas moins politiques et pensées comme l'expression de contradictions, filles de leur temps et structurant des vécus collectifs. Armand Mattelart n'abandonne donc pas, on l'a compris, ce rôle de « traqueur d'idéologies » (« la critique n'est jamais quitte envers l'idéologie²² ») qui le fit très tôt bénéficier d'une aura particulière au sein du champ universitaire et des milieux progressistes du Cône Sud, au moins depuis la publication avec Ariel Dorfman, en 1971, de l'ouvrage *Para leer al Pato Donald*²³ (Valparaiso, Ediciones Universitarias, 1971), best-seller de l'édition critique latino-américaine qui en fit un pionnier des études de communication en Amérique latine²⁴.

Au travers de ce travail foisonnant, toujours fort bien documenté, empruntant à des sources en plusieurs langues et loin de la seule citation livresque, Armand Mattelart entreprend par exemple de montrer quels sont les ambiguïtés inhérentes à la mise en acceptabilité d'une notion comme celle de *globalisation* ou à l'autonomisation du concept de culture. Il montre que ces deux logiques sont susceptibles de conduire à un culturalisme dépolitisé, idéaliste, réactualisant l'idéologie de la « fin des idéologies » (dont il identifie très tôt les ferments chez Malthus) et se désintéressant totalement de la place de la production symbolique dans la reproduction sociale. Quelqu'un comme Alain Touraine, sensible initialement à la conflictualité sociale, en arrive pourtant à annoncer la disparition du *social* et l'avènement de la culture comme nouvelle centralité : « La production et la diffusion massive de biens culturels occupent la place centrale qui avait été celle des biens matériels dans la société industrielle. [...] Le pouvoir de gestion consiste, dans cette société, à prévoir et à modifier des opinions, des attitudes, des comportements, à modeler la personnalité et la culture, à entrer donc directement dans le monde des "valeurs" au lieu de se limiter au domaine de l'utilité²⁵ », semblant ainsi oublier que l'un ne va pas sans l'autre. Et Armand Mattelart de noter que « Les discours sur la globalisation culturelle abondèrent dans des milieux et des champs d'études qui jusqu'alors n'avaient guère manifesté d'intérêt pour l'analyse de la dimension transnationale des processus culturels et communicationnels. Ils furent le plus souvent fondés sur un corpus surdimensionné de références conceptuelles détachées de leur contexte, sans être véritablement mises à l'épreuve du terrain ou étayées empiriquement par des sources de première main²⁶ ».

Cultural Studies et perspectives gramsciennes

Certains travaux se revendiquant des *Cultural Studies* ont ainsi tôt fait de se départir des approches classistes au profit d'un culturalisme relativiste plaçant au cœur de son projet un sujet-consommateur souverain s'émancipant du social. Pourtant, la tradition de recherche portée par l'École de Birmingham, si elle fait sienne la vision d'un sujet/lecteur actif susceptible de développer des formes de *consommation nonchalante* révélant une certaine distance avec le sens codé des messages auxquels il se trouve exposé, ne joue pas pour autant la carte des singularités plurielles contre celle de la domination sociale. Les travaux de Richard Hoggart²⁷ mettent par exemple l'accent sur le fait que la production du sens n'est pas sans se référer à des repères de classe. Les dispositions et les filtres interprétatifs mis en œuvre par les individus (valeurs, principes, visions du monde, manières de penser, de sentir, etc.) ne sauraient être déconnectés des positions qu'ils occupent au sein des rapports sociaux. De son côté, Stuart Hall conçoit l'existence d'« idéologies dominantes » dont les codages ne sont pas homogènes et, surtout, dont les publics opèrent des décodages qui ne le sont pas moins. Ceux-ci peuvent avoir un caractère « dominant », « négocié » ou « oppositionnel » selon qu'il y a partage, polémique ou rejet du sens engrammé dans l'opération de codage. Et ces options s'actualisent dans le cadre d'une *clôture du sens* (des significations préférentielles qui ne sont pas des prescriptions de sens). Aussi, insiste-t-il sur le fait que les usages des textes médiatiques sont modelés « par des structures de compréhension, tout en étant produits par des rapports sociaux et économiques qui façonnent leur "réalisation" à l'autre bout de la chaîne – celui de la réception – et permettent aux sens signifiés dans le discours d'être transposés dans la pratique ou la conscience (pour acquérir une valeur d'usage social ou une efficacité politique)²⁸ ». De même, si David Morley stipule bien que les décodages ne peuvent être déduits uniquement à partir de la seule position de classe des récepteurs, il est loin de rejeter la force explicative des positions sociales puisque, selon lui, il s'agit surtout « de comprendre comment la position sociale et les positions discursives particulières peuvent produire des lectures spécifiques – des lectures qui sont structurées parce que la structure de l'accès aux différents discours est déterminée par la position sociale²⁹ ». Pour les tenants de l'École de Birmingham, la posture qui consisterait à adouber le *principium* partagé par l'économie politique classique et par les approches fonctionnalistes est donc contraire au *nomos* du *matérialisme culturel*³⁰ dont Armand Mattelart se réclame et pour lequel la culture participe fondamentalement aux antagonismes sociaux. Penser la culture comme l'un des lieux de l'assise du pouvoir depuis lequel peut également s'organiser le changement social, tout comme reconnaître les répertoires de défense « en réception » dont disposent les individus ne peut équivaloir à « attribuer au destinataire final, l'individu consommateur, un contrepouvoir inné de "résistance"³¹ ». *De facto*, cette survalorisation des possibilités de résistance des personnes aux représentations médiatiques et culturelles, de leurs capacités à se dégager des marges d'autonomie sémantique, a eu tendance à oblitérer une dimension pourtant centrale du concept d'*hégémonie*, lequel sera alors largement mobilisé pour remplacer celui d'*idéologie*, considéré comme trop surplombant :

« La redécouverte du concept gramscien d'*hégémonie* au début des années 1980 laissait augurer de nouvelles façons d'aborder la communication susceptibles de remédier aux insuffisances des théories normatives des médias et de la culture de masse. C'est en effet sous la caution de la théorie de

l'hégémonie que s'est effectué le passage à un projet d'approche non duale des processus de pouvoir et des rapports transnationaux. Au fil du temps, cependant, à mesure que s'accroissait l'offensive de la pensée néolibérale, les concepts d'*hégémonie*, d'*intellectuel organique*, de *peuple*, d'*État*, de *rappports de force* ou d'*aliénation*, se sont évanouis ou bien vidés de leur contenu subversif. Ce qui a fait les frais de la désaffection de ces références, c'est avant tout la notion centrale d'*idéologie* qui avait présidé à la rupture avec l'empirisme lors des années 1960 et 1970 et qui fonde tout regard critique depuis les premières analyses du processus de fétichisation des rapports sociaux, inhérent au mode de production capitaliste. Du coup, sans plus de précaution épistémologique, toute une lignée de pensées rebelles, dont celle de Michel de Certeau sur l'invention du quotidien et les arts de faire, a été défigurée par décontextualisation et instrumentalisée à contre-emploi. C'est peu dire que la tradition critique a été bradée³² ».

L'élément critique, alors considérablement minoré, se réfère au processus visant la construction de nouveaux rapports de force, dans l'ordre culturel et médiatique, mais aussi et surtout, au sein de la société elle-même. Pour Antonio Gramsci, l'hégémonie s'organise sur un plan idéologique autour de la question de l'exercice du pouvoir culturel sur les différentes classes qui ne sont pas au pouvoir, mais évidemment aussi par la « prise du pouvoir » culturel par les groupes contre-hégémoniques dans le cadre de la prise générale du pouvoir. La résistance, de ce point de vue, ne se trouve donc pas tant dans les activités de sémantisation d'un récepteur-consommateur actif, que dans les possibles construits par des individus collectivement organisés, travaillant à la mise en œuvre d'une culture critique singulière, d'une *intellectualité nouvelle*, à l'émergence d'intellectuels organiques de la classe ouvrière et valorisant l'expérimentation de pratiques médiatiques populaires et participant ainsi à la lutte idéologique (cf. le tome 2 de la présente anthologie). De telles opérations présupposent une disjonction avec la vision d'un individu moyen/récepteur passif, rupture qui se présente alors comme la condition de possibilité pour dessiner les contours d'un pouvoir populaire dans le domaine de l'information-communication. D'une part, il s'agit de changer les rapports sociaux de production qui devront alors permettre que s'instaure un rapport autre à la division sociale du travail en général et à la production intellectuelle en particulier et, d'autre part, faut-il encore se dégager des manières de raisonner traditionnelles pour pouvoir changer concrètement la manière de produire, tant les idées que les objets. Les travaux d'Armand Mattelart rappellent systématiquement cette évidence matérialiste, placée au centre du modèle d'analyse gramscien, mais oubliée de certains qui pourtant s'en réclament : la nécessité d'instaurer un nouveau pouvoir culturel populaire (un *front culturel* renversé) et de nouvelles formes de communication, dont les *cordons industriels* (et les *conseils paysans*) constituent l'un des exemples les plus probants au Chili. Par leurs pratiques démocratiques à la base, notamment de production alternative d'informations (journaux, ouvriers et paysans, bulletins de liaison, etc.), ils construisirent les ferments d'une *culture populaire* (d'appareils de contre-hégémonie) visant à rendre caduques les appareils d'hégémonie légués par la démocratie formelle bourgeoise et les idéologies dominantes :

« Les ouvriers et les membres des conseils paysans ont senti la nécessité de trouver d'autres formes de communication et c'est ainsi qu'est née la *presse des cordons*, soit directement à partir des ouvriers, soit à partir de journalistes qui travaillaient déjà dans des cordons. Dès avant 1972, dans les *poblaciones*, qui étaient une préfiguration d'un nouveau type d'organisation populaire, étaient

déjà nés des journaux qui étaient des organes de transmission, entre les différents fronts selon lesquels se répartissait la population : front politique, front propagande, santé, front des femmes, des jeunes. Après 1972, ces organes de base se sont multipliés. Et la critique fondamentale qu'ils adressaient à la presse traditionnelle des partis, c'était qu'elle suivait les normes de l'appareil idéologique bourgeois pour la sélection des nouvelles, le statut des journalistes, etc. [...] Il ne faut pas surestimer cette initiative des cordons industriels, mais la prendre comme un *indice* : *il n'y a possibilité d'un nouvel appareil de communication qu'à partir du moment où il y a de nouvelles organisations de masse qui cherchent et qui trouvent de nouvelles formes pour communiquer entre elles ou avec d'autres secteurs, dans un processus de mobilisation* » (« Appareils idéologiques d'État et luttes de classes » - AIELC).

Comme le souligne Mariano Zarowsky, c'est depuis cet attendu de rupture à la base avec le mode de production bourgeois de la communication et de remplacement de celui-ci par des dispositifs en lien direct avec les impératifs sociaux portés par le processus d'élévation du niveau de conscience populaire, qu'Armand Mattelart se rapproche des gramsciens argentins des *Cuadernos Pasado y Presente* auquel appartiennent ses collaborateurs Mabel Piccini et Carlos Sempat Assadourian, ainsi que « de la revue *Los Libros* dirigée par Héctor Schmucler à Buenos Aires [avec lequel il] va resserrer ses liens intellectuels [...]. Ensemble, ils fonderont [à Santiago du Chili en mai 1973], avec le Brésilien Hugo Assman la revue d'inspiration gramscienne et fortement marquée du sceau latino-américain, *Comunicación y Cultura* (1973-1985)³³ », sous-titrée : *La comunicación masiva en el proceso político latinoamericano*.

Penser politiquement les médias et la communication

La présente anthologie s'ouvre sur un article publié en 1970 dans la revue *L'Homme et la société*, un véritable carrefour d'échanges entre les marxismes hétérodoxes³⁴. Intitulé « Une lecture idéologique de *l'Essai sur le principe de population* », il entend proposer une analyse critique d'un texte canonique de théorie sociale de Thomas Robert Malthus qui aura servi durant plusieurs siècles à justifier la domination et l'exploitation du plus grand nombre par quelques uns, et dont Karl Marx et Friedrich Engels avaient déjà livré, en leur temps, une exégèse des plus claires³⁵ : « Depuis l'accueil chaleureux de l'aristocratie foncière anglaise jusqu'à la dernière déclaration du président de la Banque Mondiale, précise d'entrée de jeu Armand Mattelart, c'est une longue trajectoire apologétique du principe de population comme ultime explication (et aussi ultime remède) à la misère du prolétariat de la révolution industrielle ou du Tiers-Monde³⁶ ». Cet article est un texte d'une grande importance pour qui souhaite comprendre la foisonnante production scientifique de l'auteur alors installé au Chili et qui allait bientôt passer de l'étude des populations à la recherche en communication :

« Mon passage de la sociologie de la population à la sociologie de la communication par le biais de l'analyse textuelle de l'idéologie s'est opéré en douce en décodant une théorie démographique fondatrice. Celle que représente *l'Essai sur le principe de la population* publié en 1798 par Malthus en réponse aux thèses révolutionnaires de l'anarchiste Godwin et de Condorcet, l'un des premiers textes émis depuis l'économie dite classique sur le peuple comme

“populace”, foule irrationnelle, dont on criminalise la misère. C’était une croyance d’autant plus anticipatrice de la “psychologie des foules” de la fin du siècle suivant que le pasteur et prédicateur Malthus pensait que la persuasion était nécessaire pour que ces “classes inférieures” intériorisent le sentiment de leur culpabilité³⁷ ».

« Une lecture idéologique de l’*Essai sur le principe de population* » pose en fait la perspective générale depuis laquelle Armand Mattelart n’a eu de cesse de produire, par la suite, une critique des plus aiguës des sociétés capitalistes avancées et de leurs logiques impérialistes. La relecture pointue qu’il effectue des fondements du malthusianisme (terme originellement forgé par Pierre-Joseph Proudhon et désignant les politiques de restriction démographique) trouve son origine dans des intérêts de connaissance forgés par une formation de démographe. La démographie est en cette période une jeune science interdisciplinaire à laquelle Armand Mattelart a en effet été formé entre 1960 et 1962 à l’Institut de démographie de Paris, auquel de grands noms des sciences sociales comme Alfred Sauvy, Georges Balandier, André Leroi-Gourhan ou Georges Gurvitch sont associés. Elle est également une réponse théorique à une situation pratique. Il faut en effet rappeler qu’après son séjour parisien, Armand Mattelart part pour le Chili en septembre 1962, à l’âge de 26 ans, pour intégrer l’École de sociologie qui vient d’être fondée au sein de l’Université catholique du Chili. Il y met en application ses compétences nouvellement acquises en travaillant sur les données de recensement et en dirigeant des enquêtes de terrain lui permettant de dresser des cartes sociales concernant l’habitat, l’occupation ou l’éducation. Le début des années 1960 est également une période où les politiques de contrôle des naissances et des populations se trouvent au cœur des réflexions des stratèges du développement, des économies dépendantes, des programmes d’aide des États-Unis, mais aussi de la hiérarchie catholique. Rapidement, Armand Mattelart va prendre conscience des :

« Schémas géopolitiques sous-jacents à la confrontation Nord/Sud telle qu’elle s’exprimait dans les grandes instances internationales autour de ce qui se formulait alors comme le dilemme croissance économique/croissance de la population. J’ai également constaté, précise-t-il, les effets de réalité de la théorie du développement/modernisation. Les stratégies de diffusion des méthodes contraceptives à l’adresse des femmes des classes populaires ne faisaient que décliner les techniques marchandes de la vente et de la création de la demande. Pour cette conception-là du moderne, pas de salut hors de l’occidentalisation des sociétés et des catégories sociales à la traîne. Pas de salut sans négation de l’histoire de l’Autre et de son identité³⁸ ».

Il va particulièrement s’opposer aux démographes des universités et des agences de coopération états-uniennes qui tentent d’imposer des politiques diffusionnistes, par exemple, en menant avec sa compagne Michèle Mattelart une ethnographie sur la situation des femmes des classes populaires, dans les zones urbaines et rurales du Chili. Pour la première fois, ce travail de recherche va intégrer un volet d’enquête sur les usages sociaux des médias que ces femmes développent :

« C’est en fait ma pratique de recherche en démographie qui m’a amené progressivement à m’interroger sur le dispositif médiatique et l’idéologie du

développement-modernisation où la communication était censée jouer le rôle d'agent de la transition entre ladite tradition et la "société moderne", plus précisément, en m'interrogeant sur la façon dont les fondations des États-Unis et les plans d'assistance du gouvernement de ce pays posaient la question de la diffusion du concept de planification familiale et des moyens de contraception dans les classes populaires. Pour le démographe au regard critique que j'étais, chargé de penser les politiques de population, la question des médias renvoyait fondamentalement aux stratégies de marketing mises en place par les experts américains pour convaincre les femmes de ces classes d'adopter ces moyens qui correspondaient à la "modernisation des attitudes", modernisation que ces experts n'hésitaient pas à nommer "westernization", "occidentalisation". C'est finalement par la critique des approches diffusionnistes de l'innovation reprise en démographie que j'ai pris conscience de l'importance prise par les médias dans les doctrines et politiques de développement dominantes³⁹ ».

Cette étude contrecarre l'empirisme de la sociologie des médias nord-américaine (dont les attendus sont similaires à ceux de la sociologie de la population) dont l'un des tenants, Wilbur Schramm (auteur de *The Process and Effects of Mass Communication*, ouvrage de référence au sein des écoles de journalisme du sous-continent), a déjà une influence certaine en Amérique latine *via*, notamment, l'installation en Équateur, à Quito, à la fin des années 1950, du Centre international d'études supérieures du journalisme en Amérique latine (CIESPAL), lequel se fait, à cette époque, le promoteur sans faille des approches fonctionnalistes de la communication : « À contrepied, la notion de classe dément la vérité consacrée selon laquelle chacun est libre de recevoir l'information ou que chacun est libre d'exprimer et de transmettre librement sa propre information aux autres. L'analyse de classe vient rappeler que c'est parce qu'elle s'approprie la production des forces sociales antagonistes que la classe propriétaire des moyens de production économiques et idéologiques se doit d'imposer sa réalité et son ordre comme les seuls possibles » (PAC). Pour Armand Mattelart, il ne fait aucun doute que les sociologies de la communication, comme de la population relèvent de ce que Max Horkheimer nomme la *science traditionnelle*, c'est-à-dire est une « science bourgeoise » qui joue une fonction sociale de *conservation*⁴⁰, laquelle porte les intérêts dominants de la formation sociale dont elle est issue. Elles sont « des branches *militantes* de l'ordre dominant et des sciences sociales qui lui sont fonctionnelles. Elles servent de support logistique direct à des politiques concrètes et des intérêts commerciaux et industriels bien définis » (PAC). C'est ainsi, en tant que membre de l'Institut de formation et de recherche sur la réforme agraire, qu'il va conduire ses premières recherches sur la production idéologique des médias en lien avec les politiques d'État et leur contestation. C'est donc depuis cet engagement auprès des populations chiliennes qu'il en vient, petit à petit, à convertir ses engagements de démographe en une attention singulière portée aux phénomènes sociaux de culture et de communication, en particulier dans leur dimension inter- et trans-nationale. La « conversion » s'achève en mai 1967, lors de l'occupation de l'Université catholique du Chili par les étudiants, qui en dénoncent la gestion autoritaire. À cette occasion, Armand Mattelart cofonde le Centre d'études de la réalité nationale avec Jacques Chonchol qui sera, durant les deux premières années de l'Unité Populaire (UP - 1970-1973), le ministre de l'Agriculture du gouvernement Allende. Il y conduit une première analyse de la couverture largement à charge de ce conflit social par le journal *El Mercurio* :

« Le quotidien *El Mercurio*, l'organe de la bourgeoisie chilienne et principal journal du pays, a vu rouge et a mené une campagne d'autant plus virulente

contre cette action que cette université était connue pour être le lieu traditionnel de formation des élites dominantes et beaucoup de ces rebelles étaient issus de ces milieux. C'est à la demande du mouvement que j'ai choisi d'étudier, avec Michèle Mattelart et d'autres chercheurs, ce que, à l'époque nous appelions, l'"idéologie de la presse libérale". Ce fut ma première recherche entièrement dédiée aux médias, recherche qui abordait aussi bien la propriété et les connexions internationales des groupes de presse que les stratégies discursives à l'égard du mouvement étudiant et autres formes de contestation de la "jeunesse". Ce moment marquera également une rupture dans mes orientations personnelles, car je vais me trouver de plus en plus impliqué dans le mouvement social et dans un projet politique et de changement social que, trois ans plus tard, concrétisera l'élection du socialiste Salvador Allende⁴¹ ».

Avec les outils de la sémiologie structurale, il met alors au jour les stratégies discursives du quotidien de référence chilien, tout en ne s'en tenant pas uniquement à l'étude formaliste des *textes* qui aurait tendance « à substituer au *processus de prise de conscience un processus d'intellectualisation* » (LCM). Ils'intéresse également à la structure du groupe de presse auquel le journal appartient, ainsi qu'aux relations que celui-ci entretient avec les agences et les groupes de presse d'autres pays latino-américains et des États-Unis. Dès cet investissement fondateur, Armand Mattelart tente de conjuguer des analyses structurales critiques (utilisant les travaux de Roland Barthes, d'Algirdas Greimas, etc., dont il n'existait que quelques traductions éparses au Chili), et une économie politique marxiste ayant, pour sa part, quelque tendance à naturaliser l'opposition *base/superstructure* ou à s'en tenir à la mise au jour de la structure de propriété des médias. En France, ces courants dialoguaient d'ailleurs fort peu si ce n'est par le biais d'imprécations et d'invectives parfois des plus musclées, peinant ainsi, à construire ensemble les outils qui auraient permis de mettre plus directement en lien structure de pouvoir et communication. À l'instar des travaux d'Eliseo Verón, sémiologue argentin francophone intéressé à la même époque par l'analyse idéologique des messages, Armand Mattelart forge des outils d'analyses hybrides empruntant à la fois aux concepts sémiologiques (contenu latent, connotation, sens caché, signification implicites, mythes, etc.) et aux thématiques matérialistes (mode de production, idéologie, fausse conscience, etc.). Il fonde ainsi « une perspective de recherche critique autour de ce qui s'appelle alors *la critique idéologique des messages de la communication de masse*⁴² » qui, sans renier « l'activité économique [qui] a *toujours* eu une importance *capitale* pour la manière de sentir et de penser⁴³ », s'intéresse plus qu'à l'habitude aux aspects superstructurels. Ces travaux séminaux sont poursuivis lors de la période pendant laquelle l'Unité Populaire est au pouvoir, soit de 1970 à 1973. Ils mettent en évidence, une nouvelle fois, la manière dont *El Mercurio* est devenu *un instrument collectif de propagande, d'agitation et d'organisation* de l'opposition chilienne ou, si l'on préfère le vocabulaire gramscien, comment cet organe de presse s'est transformé en un *intellectuel collectif* jouant un rôle central dans l'unification et la mobilisation de différents groupes sociaux contre le gouvernement Allende. Il s'agit à un niveau national, de l'opposition politique libérale évidemment, des organisations patronales, des groupes corporatistes, des paysans, de certains secteurs transclasses de la société civile comme les étudiants et les « mères de famille », mais aussi, à un niveau international, des acteurs économiques et étatiques de grande puissance :

« Les moyens de communication de masse de la bourgeoisie, d'habitues qu'ils étaient à émettre dans un sens strictement vertical des messages adressés à un

récepteur générique – admettant le profil de lecteur ou d'auditeur prescrit par le concept bourgeois de culture de masse – se trouvèrent reliés de façon beaucoup plus étroite au projet de résistance active au changement. La bourgeoisie mit son appareil de communication au service de sa "ligne de masse", en même temps qu'elle procédait à l'activation de toutes les autres instances superstructurelles qui relevaient de son pouvoir, (l'appareil judiciaire, le Parlement, et autres appareils idéologiques). À partir du moment où ils se transforment en organes de relation avec les bases du projet politique de la classe dominante et où ils recueillent leur pratique de résistance civique, les journaux, les revues (depuis le magazine féminin jusqu'à la revue enfantine), les radios et la télévision contrôlés par la réaction, abandonnent leur fonction de toujours : atomiser et démobiliser leur public. Ils assument un rôle "d'agitateur et d'organisateur collectif" pour reprendre la formule de la presse préconisée par Lénine, et se proposent d'appuyer "un nouveau concept de solidarité" et de briser la norme individualiste de leurs clientèles politiques (« Pour comprendre politiquement les médias » – PCPM).

La perspective développée par Armand Mattelart ne se présente pas comme un ensemble de commentaires « distanciés », mais plutôt comme un travail scientifique engagé à mille lieues de la *neutralité axiologique*, attentif aux rapports de pouvoir et aux contradictions sociales inhérentes aux structures en évolution des sociétés capitalistes. Clairement *classiste*, elle postule donc l'existence des *luttres de classe*⁴⁴ comme force motrice de l'histoire et pose ainsi la nécessité de considérer les *rapports de classe* comme devant être le point de vue à partir duquel les réalités sociales doivent être soumises à l'analyse. D'obédience marxiste et proposant une *analyse de classe de la communication*, la pensée d'Armand Mattelart entretient « la relation la plus étroite avec la lutte pratique que mène la classe ouvrière pour sa libération, lutte dont elle se sent et se veut la simple expression théorique⁴⁵ ». Par conséquent, elle bat en brèche l'idée même de médias autonomes, déshistoricisés qui « produisent des effets *sui generis* sur une société non conditionnée et non conditionnante, d'où disparaissent les conflits et les différences de classe » (PAC).

Matérialisme et structuralisme génétique

Cela ne signifie pas pour autant que la lutte des classes doit être considérée comme l'expédient conduisant automatiquement à « l'illumination, ni que les classes ou leurs antagonismes réels constituent des causes. [Mais plus modestement] que l'explication donnée, risque toujours d'être insuffisante si elle n'en vient pas à révéler les enjeux politiques qui, finalement, sont toujours présents dans les actes historiques⁴⁶ ». Précisément, l'approche adoptée par Armand Mattelart est toujours éminemment politique (« *l'omniprésence du politique* à tous les niveaux des réalités individuelles et sociales⁴⁷ ») et assurément *matérialiste* (la connaissance de soi comme produit de la société capitaliste), fidèle au principe de devoir faire des conditions historiques le détour indispensable au saisissement du réel sensible. Aussi place-t-il logiquement, au cœur de ses raisonnements, un double intérêt pour *l'histoire* et les *structures* dont la combinaison compose un outil réaliste de dénaturalisation des existences et des phénomènes sociaux (moment d'un *travail du négatif* révélant inégalités, dominations, etc.) présentés souvent comme atemporels, éternels ou allant de soi. Partant, il s'agit également d'une invite à saisir le facteur subjectif de l'émancipation, c'est-à-dire le changement social pratique : « Pour les forces populaires en lutte pour la libération nationale et sociale, le passé est donc un objet

politique, un thème de lutte. Mais il est en même temps le lieu d'une rupture, l'occasion d'affirmer qu'un monde doit commencer qui soit qualitativement nouveau⁴⁸ ».

Le caractère historique du matérialisme repose sur la volonté de mettre au jour un passé dont découle un présent, terrain de luttes sociales et moment de l'histoire, qui aurait pu être tout autre, précipité de potentiels actualisés qui dessinent eux-mêmes un répertoire de futurs possibles et de possibles futurs desquels naîtront d'autres actuels. Il s'agit donc de partir du présent, épicerie du passé et du futur et de s'intéresser à la genèse concrète des phénomènes actuels pour prendre conscience de leur fragilité et de leur caractère temporaire, c'est-à-dire de leur possible dépassement. La nécessité historique que portent dès lors les travaux d'Armand Mattelart est assurément celle d'une histoire ouverte qui, à l'opposé par exemple, des théories malthusiennes dont il fait une critique serrée, « n'apparaît plus comme un devenir énigmatique qui s'accomplit *sur* l'homme et *sur* les choses et qui devrait être expliqué par l'intervention de puissances transcendantes ou auquel il devrait être donné un sens par relation avec des valeurs transcendantes à l'histoire⁴⁹ ». Tout aussi éloignée des conceptions téléologiques et mécanistes du développement historique, l'*historicité* envisagée est traversée par le politique qui « tranche entre plusieurs possibles⁵⁰ », car l'histoire est faite, selon l'expression de Marx et d'Engels, par des hommes réels et vivants qui livrent des combats et poursuivent leurs fins⁵¹ ; histoire pour laquelle « il n'y a plus de développement "normal", opposable à des anomalies, à des déviations ou des malformations historiques⁵² ». L'histoire est donc aussi ce détour obligé qui permet « la dissolution de toutes les objectivités réifiées de la vie économique et sociale en des *relations interhumaines*⁵³ ». Elle permet de défaire, au moins pour partie, ce que Karel Kosik nomme le *pseudo-concret*, c'est-à-dire « l'objectivité fétichiste et illusoire du phénomène » qui cache et organise les rapports sociaux⁵⁴, et permet de faire émerger « la connaissance du contenu objectif et de la signification du phénomène, de la fonction objective et de la place historique qu'il occupe au sein de l'ensemble social⁵⁵ ». Aussi, s'intéresser à la signification et à la fonction d'un phénomène social, le replacer au sein d'une totalité concrète, c'est prêter attention à la structure et aux rapports sociaux de la *formation sociale* qui en constitue le cadre⁵⁶.

« L'activité et le produit de la communication n'échappent pas aux rapports sociaux dominants. Pour installer la forme mercantile de communication, pour faire d'elle une activité "naturelle", une activité qui se réalise sans que les dominés (c'est-à-dire les récepteurs) puissent soupçonner son caractère d'instrument de domination d'une classe, le moyen de communication passera par un processus de fétichisation, par lequel passent tout produit et toute activité. [...] Le fétiche de la communication cache le caractère répressif et manipulateur du pouvoir technologique dominant de diffusion (véritable nouvelle *force productive*) et le qualifie de force de libération et de bonheur, apparence sous laquelle il le présente aux dominés. Dans l'univers des fétiches, le moyen de communication apparaît comme une entité douée d'autonomie, d'"une volonté et d'une âme" propres, une espèce d'épiphénomène qui transcende la société où il s'inscrit. Dans la mise en scène d'un monde régi par la légalité technologique, il devient acteur et prend la relève des "forces naturelles". Ce distancement permet à la classe dominante d'évaporer son titre de propriété monopoliste sur cet appareil idéologique et de s'attribuer par là même le droit de dénoncer "l'influence pernicieuse et perturbatrice", "le contenu vulgaire, violent ou pornographique", de la presse, de la radio, de la TV et du cinéma, en se servant de son moralisme comme d'un bouclier. Ces personnages de l'histoire

technologique que seraient les *mass media* sont considérés comme les facteurs qui impriment leur dynamique à la société, du fait de disposer d'une liberté d'action propre » (LCM).

« Dans une société dépendante, le moyen de communication matérialise la conception que le système impérialiste a du changement, conception qui revient en fait à nier le changement. Il se charge en effet d'engendrer et de reproduire quotidiennement la rhétorique du changement pour empêcher que s'altère le mode de produire la vie, qui caractérise le système. En quoi consiste cette rhétorique ? Le moyen de communication, celui que contrôle la bourgeoisie crée comme celui qui relève directement de l'administration impériale est programmé de façon à démentir la théorie de la relation entre la base économique et la superstructure idéologique, en étendant les aspirations, les représentations collectives, les valeurs et les images qui circulent dans la société dépendante au-delà du niveau que suscite cette société. Les formes des sociétés développées s'importent sans leur contenu, c'est-à-dire sans les facteurs qui en rendent possible le développement. Tout insolite que cela puisse paraître la fausse conscience impérialiste conjugue son dessein de domination avec un projet de libération de l'homme, et en arrive même à utiliser des concepts de "communisme" et de "participation". C'est là que se situe précisément le point d'intersection où intervient le produit des nouvelles technologies. La communication de masse se transforme en l'instrument, par excellence, dont disposent l'impérialisme et ses alliés locaux, pour instaurer "leur" communisme, pour installer leur communauté entre les hommes, pour faire du monde un "village planétaire", pour reprendre l'expression de McLuhan. Une communauté qui se crée d'en haut et qui s'obtient par le fait que les individus peuvent participer à une superstructure commune qui n'est autre que celle qu'impose le pôle central. Dans cette communauté, la participation, réfugiée dans une superstructure transcendante, n'est que passive. Ce n'est au fond qu'une hypnose qui donne l'illusion de s'intégrer à l'effervescence du monde et à ses conflits, dans un système qui fait tout pour contenir l'histoire dans l'univocité et la redondance. Vivre l'histoire des autres pour ne pas avoir le temps ni prendre la peine de s'occuper de la sienne, vivre par procuration en s'identifiant avec tout ce qui n'est pas soi, en un mot convertir le temps historique en un objet de consommation comme n'importe quel autre produit. Tels sont les termes de l'entreprise de déplacement à laquelle se livre le moyen de communication. Une telle intégration formaliste - où le perpétuel mouvement de la forme ne fait que redonner un nouveau clinquant à un contenu immuable : tout paraît bouger, mais rien ne change - fait naître et cultive le mirage de la fin des discriminations sociales et des pouvoirs occultes » (LCM).

Dès son travail sur *l'Essai sur le principe de population* de Malthus, Armand Mattelart s'intéresse à un ensemble de thématiques qu'il n'a de cesse de (re)travailler en rapport direct avec des analyses concrètes de situations concrètes auxquelles il se retrouve directement et personnellement confronté. Dans *Histoire et conscience de classe*, Georg Lukács définit l'essence de la lutte de classe « par la coïncidence de la théorie et de la *praxis*⁵⁷ ». Armand Mattelart s'efforce de faire vivre cette dialectique, surtout dans la période de l'UP, durant laquelle le gouvernement socialiste, alors au pouvoir, se trouve directement confronté au défi de développer plus avant le processus de démocratisation enclenché par des élections, d'« éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent

– et *doivent* de par leur situation sociale – devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau⁵⁷ ». Il s'agit donc de jeter les bases d'une théorie/*praxis* révolutionnaire de la transformation des appareils médiatiques, culturels et de communication. Cette préoccupation constante qui entend faire de la production théorique idéale (un virtuel critique) un élément de la transformation sociale (un actuel critique), mais également faire des exigences de la pratique sociale la boussole de la production théorique, va continuellement traverser les travaux d'Armand Mattelart. Elle s'appuie sur des concepts matérialistes qui renvoient à un modèle d'analyse plus large qui assigne aux réalités concrètes appréhendées un espace de pertinence singulier relevant, comme nous l'avons vu, d'un point de vue de classe.

Les appareils théoriques de Vladimir Ilitch Lénine, Antonio Gramsci ou Louis Althusser sont ainsi très fréquemment mobilisés pour saisir médias, culture et communication dans leurs rapports avec les luttes sociales et populaires. Loin des récitations dogmatiques, savantes et/ou éculées des assertions canoniques d'un marxisme vitrifié et « hors-sol », Armand Mattelart s'efforce de construire une riche réflexion sur les faits sociaux de communication. Considérant que ces phénomènes informationnels, communicationnels et idéologiques sont assurément des enjeux de luttes politiques, il dépasse, répétons-le, les analyses mécanistes, par trop rapides, qui font de la *superstructure* une simple déclinaison de la base économique⁵⁸, pour s'appuyer sur une approche empirico-théorique solide mobilisant des données d'enquête précises rendant compte de réalités pratiques complexes. S'intéressant ainsi à la formation du *mode de production de la communication*⁵⁹ capitaliste, notion permettant de relier le « fait communicationnel » à la totalité sociale, il travaille à constituer une économie politique critique de la communication en mettant à jour la genèse des appareils de production symbolique, le rôle qu'ils jouent dans la structure des rapports sociaux, ainsi que la manière dont ils évoluent en fonction des contradictions du capital et des affrontements de classes. En cela, il épouse bien les principes d'un raisonnement dialectique qui, rappelons-le avec Jean-Marie Brohm, consiste :

« À partir de l'apparence phénoménale (le concret sensible, la réalité empiriquement donnée) pour l'ordonner intellectuellement dans un corpus de concepts, la reconstruire théoriquement de manière à la rendre intelligible. La dialectique de la connaissance est ainsi la suite ininterrompue des concepts qui se complètent, se combinent, s'interpénètrent, se modifient, se transforment les uns dans les autres. Cette méthode dialectique qui est alors "l'unité du concept et du phénomène, se présente comme un procès infini par essence" selon l'expression d'Engels et elle cherche en somme à saisir l'essence dans l'apparence pour viser l'essence conceptuelle qui va au fond des choses, au cœur du problème. En cela, la dialectique ne cesse de s'opposer au sens commun⁶⁰ ».

Idéologie et hégémonie

Comme le soulignent Armand Mattelart et Érik Neveu dans leur ouvrage consacré aux *Cultural Studies*, dès lors que la culture est pensée dans une problématique du pouvoir, la notion d'idéologie devient une notion centrale : « Penser les contenus idéologiques d'une culture n'est rien d'autre que saisir, dans un contexte donné, en quoi les systèmes de valeurs, les représentations qu'ils recèlent œuvrent à stimuler des processus de résistance

ou d'acceptation du *statu quo*, en quoi discours et symboles donnent aux groupes populaires une conscience de leur identité et de leur force, ou participent du registre "aliénant" de l'acquiescement aux idées dominantes⁶¹ ». Aussi, l'idéologie s'avère un des concepts centraux des analyses menées par Mattelart, s'efforçant de saisir le rôle joué par la communication de masse dans la lutte idéologique, laquelle est conçue comme partie intégrante de la lutte des classes⁶². Une attention privilégiée est de la sorte portée sur « les formes idéologiques sous lesquelles les hommes deviennent conscients de ce conflit et le mènent à bout⁶³ ». Du côté de la bourgeoisie, il s'agit de considérer la manière dont celle-ci réussit à justifier les contradictions du mode de production capitaliste et à imposer son propre point de vue de classe, par exemple en s'emparant des signes de la gauche :

« L'idéologie est la réserve de signes propre à la rationalité de la domination qu'exerce une classe, signes prescrits puisqu'ils doivent être fonctionnels au système dont ils masquent les bases. S'ils n'avaient pas ce caractère, ils révéleraient la mystification qu'opère une classe en déterminant le sens de la réalité et en définissant l'objectivité. [...] L'idéologie dominante remplit une fonction pratique : elle confère au système une certaine cohérence et une relative unité. Pénétrant les diverses sphères de l'activité individuelle et collective, elle cimente et unifie (selon la formule consacrée par Gramsci) l'édifice social. Elle permet aux individus de s'insérer de façon naturelle dans les activités pratiques qu'ils remplissent à l'intérieur du système et de participer ainsi à la reproduction de l'appareil de domination, sans se rendre compte qu'ils se font les complices de leur propre exploitation » (LCM).

Du côté des classes populaires, il est question de penser l'émergence d'une idéologie en lutte contre la domination, ainsi que la manière dont il est possible de relier « les formes de communication à la pratique des masses, actrices des processus sociaux [et de réconcilier] le phénomène culturel avec l'expérience de leurs luttes » (PCPM). Pour autant, cette nécessité, réaffirmons-le, ne cède rien à un certain « marxisme ventriloque » qui a eu tendance à isoler l'« instance idéologique » pour en faire « une abstraction, autonome, douée d'une légalité propre, et qui se juxtapose à la lutte des classes. Sous prétexte de réconcilier la réalité avec elle-même, cette conception manifeste sous-estime l'importance de la conscience sociale en tant qu'instrument de la prise du pouvoir par les masses populaires » (PCPM) :

« Il est à peu près certain que c'est cette séparation entre pouvoir matériel et pouvoir idéologique, infrastructure et superstructure, qui constitue la pierre d'angle des débats qui n'ont cessé et ne cesseront de se dérouler sur la place qu'occupe la communication de masse dans la lutte des classes. Comme nous le disons dans les pages qui suivent, les divergences qui se font jour sur le rôle de la conscience sociale, de l'instance superstructurelle, dans un processus révolutionnaire dérivent inévitablement de la façon dont les organisations politiques, les partis, envisagent la nécessité de mobiliser les masses, et le rythme selon lequel ils estiment que doit s'effectuer cette prise de contrôle direct sur la vie sociale par les masses. Déplacer la question de la lutte idéologique au nom de la priorité exclusive de la construction du pouvoir matériel, signifie reléguer à un plan secondaire le rôle des masses organisées dans la consolidation du pouvoir à partir de leur pratique quotidienne de la lutte des classes. Cela implique de refuser à ces masses de peser de façon

déterminante, en tant qu'élément conscient, sur le projet d'une nouvelle société, et limiter leur participation à la transformation révolutionnaire à celle d'acteurs qui ne seraient mobilisables qu'à partir de consignes improvisées au hasard de la conjoncture et dictées d'en haut » (PCPM).

Sous la plume d'Armand Mattelart, l'idéologie ne saurait être simplement appréhendée comme un ensemble de représentations symboliques (des discours, un système d'idées), mais comme un phénomène multiface porté (par) et (re)produisant des rapports sociaux, c'est-à-dire aboutant des structures institutionnalisées et des pratiques sociales incorporées :

« Dire que l'idéologie en tant que système de représentations est inséparable de l'expérience vécue des individus, revient à dire qu'elle imprègne leurs coutumes, leurs goûts, leurs réflexes. [...] La culture de masse s'empare de nos attitudes, de nos valeurs et de nos comportements, qui nous sont imposés par la rationalité d'une classe, et les empaquète pour nous les faire consommer » (LCM). L'idéologie est un complexe d'*histoires-faites-choses* et d'*histoires-faites-corps* (Bourdieu) dont les ajustements multiples et variés, mouvants, permettent que se contruise « un point de vue cohérent et unitaire sur l'ensemble de la réalité⁶⁴ » et, par là même, que se maintienne un certain ordre social : « Dans la mesure où le destinataire du message transmis se trouve immergé dans un cadre institutionnel bourgeois qui se matérialise dans le support du message, les interactions entre le récepteur et le message ont toutes les chances de consolider les représentations collectives qui légitiment (et qui sont créées dans le même mouvement par elles) des structures sociales existantes » (LIM).

« Pour l'individu inscrit dans le système capitaliste, l'idéologie est une expérience vécue, une, expérience qu'il vit sans connaître "les véritables forces motrices qui le mettent en branle". Le *modus operandi* qui caractérise le processus idéologique consiste, en somme, à faire oublier ces véritables forces motrices, ou en d'autres termes, à faire perdre de vue les origines de l'*ordre social existant*, de sorte que les individus puissent le vivre comme un *ordre naturel*. Il efface la marque qui rappelle que toutes les institutions sont les instruments de la coercition sociale. Il cherche à débarrasser la société bourgeoise de cette contradiction qui, si elle n'est pas médiatisée risque d'en révéler l'incohérence et d'en briser l'unité. Cette contradiction, qui est à la base de la domination sociale, est celle-là même qui permet la formation et l'existence d'un système de répartition des biens, tel qu'une minorité s'approprie le surproduit social. Elle traduit le désajustement entre la propriété sociale et l'appropriation capitaliste et explique l'antagonisme entre les acteurs du mode de production. Cet « imaginaire collectif » donnera à l'individu l'illusion que la société dans laquelle il évolue et les relations concrètes qu'il vit se situent sous le signe de l'harmonie sociale et échappent à la lutte des classes. Au cas où il y ait conflits et antagonismes, il les expliquera au moyen d'une loi naturelle, non tributaire du mode de production particulier en vigueur dans la société. Le moyen de communication et ses modèles mythiques (pour reprendre le terme utilisé par Barthes), remplissent une fonction déterminée : encercler les forces capables de démasquer l'imposture de la classe qui exerce sur eux son contrôle. Quand apparaît un phénomène susceptible de révéler les contradictions immanentes au système, le mythe ne tait pas le fait empirique, mais fait

disparaître le sens indicateur d'une réalité sociale que ce phénomène peut contenir, en lui donnant une explication qui cache les contradictions du système » (LCM).

Mais, il faut également préciser que l'on ne peut comprendre l'efficacité de la *ligne de masse* de la bourgeoisie chilienne et de son idéologie grémialiste sans rappeler que cette stratégie réactionnaire s'appuie sur une politique, engagée par la Démocratie-chrétienne alors qu'elle était au pouvoir, de création de collectifs à la base susceptibles de prendre en charge et d'organiser le mécontentement social, au nombre desquels on retrouve entre autres le secteur féminin :

« Les mécanismes de participation étaient déjà en place lorsque la droite eut besoin de mobiliser les divers secteurs de la population contre l'Unité Populaire. Le cas le plus notoire est celui des femmes. Le gouvernement de Frei avait institué les *centros de madres*, sorte d'ouvrirs au niveau du quartier dont le but était de permettre d'intégrer les femmes des milieux populaires à une société "communautaire". En renforçant, sous couvert de la participation féminine, une idéologie conservatrice, ils détournaient les femmes de toute action ou adhésion politique contraires au système » (« *Mass media* et "ligne de masse" de la bourgeoisie » - MMLM).

Aussi, la *lecture idéologique des messages* que développe Armand Mattelart a pour objectif de : « démontrer comment la classe dominante érige - à travers un journal ou un magazine - sa vérité et ses intérêts au rang de vérité et d'intérêts universels ; son idée du bien et du mal, au rang de catégories morales atemporelles du bien et du mal. Dans un sens plus opérationnel, l'idéologie bourgeoise peut être considérée - dans le domaine de la communication de masse - comme un ensemble de mécanismes permettant de réduire les phénomènes et les processus sociaux à l'échelle du système de valeurs de la classe dominante » (« La lecture idéologique des messages » - LIM). Pour autant, faut-il ne pas perdre de vue que les médias :

« Ne font rien d'autre que de ratifier [des mythes], en les réactualisant de façon quotidienne ; en quelque sorte, ils les expriment et les communiquent, en les faisant émerger à la surface de la société. La société modelée par la classe dominante - où s'inscrit notre activité sociale et individuelle -, est une société construite selon le "projet" bourgeois et en tant que telle, elle est marquée par la mythologie qui se charge de rationaliser et de justifier les institutions mises en place par cette classe. Les "pensées dominantes", de fait, s'institutionnalisent ; elles s'incarnent dans les institutions qui, à l'image de ces pensées, reflètent la vision de la classe dominante par rapport aux institutions capables de conférer à son système toutes les garanties de stabilité et d'apaisement des relations sociales, essentielles à la protection de ses intérêts économiques. L'ordre social, présenté comme un ordre naturel, indépendant des intérêts de classe et élaboré - à grand renfort de doctrines morales et juridico-politiques - pour défendre des valeurs prétendument universelles (liberté, démocratie, justice, etc.), est en fait un ordre dont l'origine a été perdue de vue et qui imprègne toutes les représentations collectives » (LIM).

Avec l'aide d'Althusser, il s'agit alors de considérer que l'idéologie participe bien d'un système de représentations, mais celles-ci se manifestent la plupart du temps en tant que *structures* qui s'imposent aux individus de manière inconsciente et fonctionnelle. Les cadres juridico-politiques mis en place par les classes dominantes fixent par exemple les normes formelles de liberté et d'égalité telles qu'elles leur sont directement utiles. Dans « Une lecture idéologique de l'*Essai sur le principe de population* », Armand Mattelart dévoile les mécanismes de la mystification qu'opère systématiquement les classes dominantes en présentant leurs propres intérêts comme des intérêts universels et donnant ainsi « l'illusion de lutter pour l'émancipation de toute l'humanité mais, en fait, garanti[ssent]t les bases qui [leur] permettent d'asseoir les privilèges acquis et de les faire fructifier » (« Une lecture idéologique de l'*Essai sur le principe de population* » - ULI). Ce sont sur des bases mystificatrices semblables que le grémialisme (unification des différents fronts grémiaux), si caractéristique de la situation chilienne, bâtit son argumentaire à caractère technocratique et universel dans son opposition à l'Unité Populaire. L'idéologie corporatiste grémialiste, portée par le patronat allié aux fractions professionnelles des classes moyennes et dominantes et rassemblés dans un front uni, joue un rôle identique à l'idéologie malthusienne, celui « d'évacuer le contenu politique des phénomènes sociaux et des décisions qui sont susceptibles de les orienter » (ULI). De même, sous le signe idéologique du technocratisme, le développement des médias et des technologies de communication est construit comme la véritable « révolution », neutre et apolitique, processus de modernisation qui ne serait pas axiologiquement fondé : « En se constituant en sujet et en cause, exclusion faite de tout autre possible déterminant, la "communication" efface tout schéma de stratification sociale et présente aux récepteurs l'image d'une société acéphale, soumise au même déterminisme indifférenciateur » (LCM). Et d'ajouter :

« Le développement d'un pays est-il défini comme un enchaînement de décisions techniques qui n'entretiennent aucune relation avec la forme de régime politique. Dans cette optique mécaniciste, le concept de modernisation est lui-même axiologiquement neutre et universel et la politique de modernisation aboutit à n'être que l'application progressive de la technologie. La culture, les structures sociales et la personnalité, elles-mêmes sous-produits de l'application de la technologie, dérivent d'une manière mécanique de cette nouvelle morphologie sociale » (ULI). Et d'ajouter ailleurs : « On assistait donc au "crépuscule des idéologies", thèse d'ailleurs très chère aux conseillers de la Junte issus de l'Opus Dei chilien. "Il faut techniciser la société et que la parole de ceux qui possèdent la connaissance l'emporte sur les consignes." Ce leitmotiv valait tout autant pour les organisations des travailleurs, les corps professionnels, le patronat et les étudiants, que pour les organisations à base territoriale, comme les municipalités. Ayant proclamé la fin des idéologies, la Junte ne pouvait que décréter la caducité de "toute conception qui suppose et fomentent un antagonisme irréductible entre les classes sociales. L'intégration spirituelle du pays sera le ciment qui permettra d'avancer vers le Progrès". Le terme de classe se trouvait donc banni du langage et, avec lui, le concept de prolétaire. Était également abolie cette vieille dichotomie entre *latifundistes* et *campesinos* : on ne parlerait plus dorénavant que d'agriculteurs. Il n'y aurait plus de prolétaires. Il n'y aurait plus que de futurs propriétaires » (« Idéologie, information et État militaire » - IIE).

Armand Mattelart montre comment et combien le malthusianisme, s'appuyant sur une

morale individualiste, épouse les intérêts d'une classe sociale particulière, classe pour laquelle le *changement* « désigne un ajustement des unités du système social, ajustement qui permet de remédier à un mal sans toucher la totalité de la société » (ULI). En cela, le pasteur anglican « n'est guère éloigné de la sociologie fonctionnaliste nord-américaine contemporaine, laquelle postule, à la manière des positivistes, la neutralité des concepts de la science sociale, l'absolu du donné empirique abstrait, mais oublie la démarche épistémologique implicite, sur laquelle elle est fondée : la reconnaissance du bien-fondé du système existant » (ULI). Armand Mattelart dénoue ainsi, de manière très convaincante, le lien qui existe entre les approches malthusiennes de la population et les théories fonctionnalistes, notamment des médias.

De la conscience de classe

Corrélatrice mais distincte de la problématique de l'idéologie, la question de la *prise de conscience*, c'est-à-dire du dévoilement des « connexions réelles du mouvement de la société⁶⁵ », de la structure de la personnalité de l'*être social* susceptible d'en découler et de la construction d'aspirations progressistes s'y ajustant, est aussi un thème transversal des travaux d'Armand Mattelart. Il estime, en effet, devoir « situer le pouvoir de la conscience entendu comme la faculté qui permet d'accéder à l'entendement du processus social » (PAC). Le Chili de la Démocratie-chrétienne avait, malgré lui, donné quelque ampleur au processus de prise de conscience, facilitant par là l'accession, « sans un coup de feu », d'Allende au pouvoir. Dans son livre d'entretiens avec ce dernier, Régis Debray estime, ainsi, que le régime d'Eduardo Frei a été « la première victime de son instrument de domination idéologique ». Et d'ajouter : « En légalisant et en fomentant à la campagne les syndicats de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles (contrebalancés, il est vrai, par la formation de *gremios* de grands propriétaires), ou en autorisant, dans les secteurs urbains, des formes embryonnaires d'organisation communale, elle a accéléré le développement d'une conscience de classe chez les exploités, travailleurs et chômeurs, et élevé le niveau de leurs aspirations sociales sans pouvoir néanmoins les satisfaire⁶⁶ ». De fait, si le système productif chilien souffre globalement d'un retard technologique, ses structures juridico-politiques, ses superstructures sont, elles, plutôt avancées et ont permis que se développent des processus de conscientisation qui ne sont que pour partie liés au niveau atteint par la lutte des classes.

Le thème de la conscientisation se trouve classiquement au cœur de la pensée matérialiste pour laquelle la *conscience de classe* est l'un des enjeux parmi les plus importants de la lutte, car celle-ci est considérée comme un passage obligé pour la classe ouvrière si elle veut réussir à se constituer comme *conscience pratique*, c'est-à-dire comme force sociale porteuse d'une émancipation rejoignant les intérêts du plus grand nombre. On sait que chez Lénine, entre autres, le sujet principal de la conscience de classe est l'avant-garde révolutionnaire organisée en un parti qui permet « de se détacher de toute entente idéologique avec les autres classes et de trouver sa claire conscience de classe fondée sur la spécificité de sa situation de classe et sur l'autonomie de ses intérêts de classe qui en découlent⁶⁷ ». Si le Chili du début des années 1970 n'a pas grand chose à voir avec la Russie du début du siècle dernier et la coalition de gauche qui a porté légalement Allende au pouvoir, pas franchement de point commun avec le parti bolchévique, la problématique de la conscientisation fait toutefois partie des préoccupations de l'Unité Populaire :

« La bourgeoisie et l'impérialisme nous ont imposé des formes de

communication qui correspondent à un mode de produire la vie. C'est de cette participation intime de la communication à l'ensemble des rapports de production et des rapports sociaux qu'il faut tenir compte pour comprendre sa fonction reproductrice de la légitimité quotidienne de ces relations bourgeoises de domination. Le mode de produire la culture et la fausse conscience est édifié sur un rapport de classe qui se retrouve à tous les niveaux de l'organisation de la communication. [...] C'est toujours la même appropriation du produit des forces sociales et la même classe qui s'érige en propriétaire du sens de la vie quotidienne » (PCPM).

Il s'agit donc de s'intéresser à la manière dont il est possible de révoquer le modèle bourgeois de la « *personnalité-norme* » et de modifier « la structure des circonstances et la nature de l'éducation⁶⁸ », estimant qu'une connaissance de la réalité détachée des catégories fétichistes et réifiées des apparences peut être rendue possible à condition d'encourager les initiatives concrètes prises par les classes populaires elles-mêmes, lesquelles se départissent par là des dispositions bourgeoises et brisent « l'apparence phénoménale [...] des "faits" [qui] apparaissent [alors] "dans un processus de révolution ininterrompue"⁶⁹ ». Dans la lignée de l'auteur des *Quaderni del carcere* insistant en son temps sur la nécessité d'un *journalisme intégral*, il apparaît indispensable de travailler à étendre et à éduquer un public populaire dans la perspective de lui faire gagner une autonomie intellectuelle et morale toujours plus importante, et de lui donner les moyens d'une conscience politique élargie : « Actuellement, précisait Salvador Allende, nous devons réaliser un travail de pédagogie pour éveiller peu à peu, dans la conscience des masses, l'intérêt de constituer une société nouvelle et pour montrer ce que sera l'image de ses composantes, "les hommes nouveaux"⁷⁰ ». Aussi, l'effort doit-il porter sur les processus d'individuation et d'armement (au sens des armes de la critique) des sujets sociaux porteurs d'une transformation historique radicale. À l'instar de Marx, il appert que le « procès historique de subjectivation élargie [...] repose toujours, en dernière instance, sur la subjectivation des individus en tant que tels et sur leur capacité à se hisser au niveau d'acteurs historiques conscients⁷¹ ». Par conséquent, si l'extension du domaine de la lutte passe par une production symbolique contre-hégémonique allant à l'encontre de la naturalisation de la reproduction sociale et de la domination symbolique exercée par la bourgeoisie, « la formation de la conscience politique de l'individu et l'élargissement de son pouvoir social d'action⁷² » ne peuvent se contenter d'une simple *inversion de signe* des messages :

« D'abord, attrapé dans les limites objectives d'une alliance de classes imposée par le moment politique, l'appareil de communication de la gauche - avec des nuances il est vrai - marque une tendance à se réfugier dans un modèle superstructuraliste en reprenant les modes de produire la culture, l'information et le loisir, hérités de la vieille société. [...] [Pourtant,] la communication et la culture de masse ne sont pas de simples contenants qui pourraient recevoir n'importe quel contenu. En d'autres termes, aussi grossier que cela puisse paraître, il ne suffit pas de mettre à travailler des journalistes de gauche dans un journal, une revue ou une radio, pour obtenir un instrument qui serve la révolution et un produit révolutionnaire. Le message qui en résulte peut ressembler à un tir par la culasse, dans la mesure où sa dynamique échappe au prolétariat. Il ne suffit pas non plus, comme d'aucuns le prétendent, de vouloir, pour changer la communication et la départir de son caractère manipulateur,

“imiter le raffinement et les méthodes éprouvées de la presse de droite qui défend son idéologie en la propageant de façon expresse ou subliminale” » (PCPM).

Outre le secteur médiatique, l'Unité Populaire se retrouve dans une situation particulière dans la mesure où elle doit composer, plus généralement, avec l'héritage des institutions léguées par la bourgeoisie, notamment s'agissant de la défense de l'« État de Droit ». Aussi, le projet socialiste se voit dans l'obligation d'emprunter les logiques d'un réformisme plus ou moins radical nécessitant davantage de « patience civique », qu'une « lente impatience » révolutionnaire : « Les luttes électorales, les débats parlementaires, les compétitions de partis constituent ainsi le point de rencontre des deux pôles antagonistes. Le centre de gravité de la lutte de classe est transposé et déplacé au niveau de l'action présidentielle et parlementaire, dans le cadre juridico-politique existant – désamorçant et sublimant l'action directe des forces ouvrières⁷³ ». Le *programme de transition*⁷⁴ que l'UP met en œuvre, tente de dépasser la contradiction fondamentale qui naît de cet assemblage singulier constitué par un mouvement populaire devant faire usage d'un legs institutionnel de classe, lequel lui a certes permis la victoire électorale, mais qui, par définition, lui est fondamentalement défavorable (*i.e.* qui n'a évidemment pas été construit pour porter l'initiative prolétarienne et la mobilisation des masses pour la révolution socialiste). Néanmoins, c'est par cette voie que le processus semblait devoir passer pour construire un socialisme plus affirmé. Pour Debray, le camp populaire souffrait de deux points faibles :

« D'abord un retard accentué de la conscience de classe sur l'instinct de classe, c'est-à-dire que la conscience politique des travailleurs ou conscience des intérêts stratégiques à long terme du prolétariat et de ses alliés dans la lutte pour l'hégémonie ne paraît pas à la hauteur de leur volonté spontanée de défendre leurs intérêts vitaux immédiats. Ce décalage n'a rien de surprenant puisque par définition la conscience politique est le fait d'une avant-garde, mais à la longue, dans une période révolutionnaire, la sauvegarde des intérêts immédiats des travailleurs, l'amélioration de leurs conditions d'existence dépendent de leur capacité à transformer une position défensive, parcellaire, statique, en une ligne d'offensive visant la conquête et la consolidation du pouvoir politique, comme classe nationalement responsable. Et, deuxième décalage – redoublement du premier au niveau supérieur –, le retard des organisations de classe (en qualité et en quantité) sur la conscience de classe elle-même. Le fait est notable au niveau syndical (un quart de la classe ouvrière est syndiqué [...]) ; et au niveau politique des partis, particulièrement du parti socialiste dont les qualités d'organisation, de mobilisation des masses et de discipline conséquente n'apparaissent pas, du moins jusqu'à maintenant, à la hauteur de la conscience politique de ses militants, ni des responsabilités objectives de ses dirigeants dans la conduite révolutionnaire. [...] *La fonction gouvernementale ne peut tenir lieu par elle-même de fonction d'avant-garde politique*⁷⁵ ».

Ainsi, se pose assez clairement, d'une part, le problème de la direction révolutionnaire et, d'autre part, de savoir ce que l'on fait des *appareils idéologiques d'État* légués par la bourgeoisie. Par ailleurs, le concept forgé par Althusser, largement inspiré des *appareils d'hégémonie* de Gramsci⁷⁶ permet à Armand Mattelart de penser la manière dont la bourgeoisie chilienne en vient à modifier ses modèles de domination idéologique (direction

culturelle) pour finalement arriver à constituer, après le renversement de l'UP, un nouveau *bloc historique*. Paradoxalement, les classes dominantes se retrouvent à « l'école de Lénine » selon les termes de l'auteur et sauront faire un usage efficace de l'appareil culturel impérialiste, afin de cibler diverses populations, les préparer à la sédition puis, par après, afin de « faire progresser massivement les "consciences" au-delà des bases réelles de la vie sociale, au-delà de l'état des forces productives » (LCM), c'est-à-dire mettre les esprits en conformité avec les nouvelles nécessités du capital et la reproduction des rapports sociaux. Il s'agit d'arracher un consentement :

« On a dû faire face à un appareil qui s'adaptait aux contradictions de la société. Et c'est là que réside toujours un grand danger : ne pas voir que l'idéologie que véhicule un message de la culture de masse est fonction non seulement de l'évolution des forces productives, mais de toutes les contradictions que renferme une société. Cela était évident au Chili. Et je crois que l'on peut généraliser et dire qu'il en est de même en Italie ou en France. Quand on pense qu'une revue du type de *Elle* ou *Marie-Claire*, qui n'avait jamais auparavant parlé de politique – au nom de la féminité – donnait, en octobre 1972, des instructions aux femmes pour servir de cinquième colonne et s'infiltrer dans les partis marxistes ; qu'elle donnait aussi des instructions pour suivre des cours de karaté et d'autodéfense pour lutter contre les groupes de gauche. Alors qu'auparavant ces mêmes revues ne parlaient que de mode, de costumes, etc. Et même la politisation des recettes de cuisine a été incroyable ; la recette de cuisine est devenue un terrain d'élection pour créer toute une campagne sur une soi-disant pénurie. Il y avait dans certaines revues une comparaison entre ce qu'on pouvait manger auparavant – ce qui constituait les plats des latifundistes – et ce que l'on peut manger aujourd'hui. Donc tous les domaines de la culture de masse, tous les *mass media* ont été politisés à l'extrême. Pour la droite, il s'agissait de convertir le consommateur jusqu'alors passif de cette culture, en un militant actif de la sédition, et de l'organiser. Il ne s'agissait pas seulement de le politiser au niveau de la récupération bourgeoise (par exemple une revue féminine, pour récupérer Marx, parlait des femmes et des amours de Marx), mais surtout au niveau de la mobilisation de la femme dans l'action contre-révolutionnaire. Je crois que c'était là réellement la montée du fascisme : la culture devient explicite et commence à exiger l'embrigadement contre la gauche, contre le "communisme" (AIELC).

Armand Mattelart souligne que cet usage des superstructures de l'État dans la lutte politique quotidienne et la « gestion » de l'opinion publique ne se restreignent pas aux médias. Le mode de production de la communication comprend en effet, aussi, la superstructure juridico-politique. Toutefois, la bourgeoisie chilienne théorise la captation de clientèles de masse par des moyens qui ne se résument pas essentiellement à la mobilisation de l'appareil bourgeois : « Il ne lui suffisait plus de gérer cette superstructure du haut de son balcon de classe dominante ; elle était obligée de la faire descendre au niveau de la rue pour l'utiliser dans la tâche de politisation des masses, et transformer celles-ci en défenseur actif de l'État bourgeois. Masses qui désormais se sentaient concernées par la défense du pouvoir judiciaire, de l'école, de la liberté de la presse, de la Constitution » (MMLM).

L'UP cherche également le moyen de contrecarrer les phénomènes de désolidarisation qui accompagnent les processus d'ascension sociale de ceux qui, parmi les classes populaires,

arrivent à rejoindre les classes moyennes et s'acculturent généralement à l'*ethos* individualiste bourgeois, quitte pour cela à reporter *sine die* la nécessité de travailler « le contact avec les masses déjà convaincues et acquises au processus de transformation révolutionnaire et le besoin de les accompagner dans leur éducation quotidienne et leur réflexion à partir des faits de la lutte des classes pour ainsi les préparer à la prise totale du pouvoir. [...] Au lieu d'être des instruments de mobilisation des masses organisées, les moyens de la gauche servent, malgré eux, à tranquilliser les classes moyennes » (PCPM). L'UP tente difficilement de contrecarrer la réaction qui essaie (avec succès) de reprendre la main sur les consciences en imposant, par le biais d'une production médiatique partisane, des catégories régulatrices de l'action autres que celles avancées par les instigateurs du processus révolutionnaire. Debray écrivait en 1971 :

« Il serait paradoxal, il serait fatal aussi que l'impérialisme et la bourgeoisie monopoliste en arrivent à disposer au Chili d'une avant-garde consciente, mieux préparée, mieux équipée, plus vigilante que les avant-gardes révolutionnaires aujourd'hui existantes et l'on ignore pas que l'histoire des révolutions contemporaines, particulièrement en Amérique latine, a du goût pour les paradoxes. [...] Il se présente bien comme un problème la question des moyens de communication de masse. Ces moyens-là ne répondent pas au pouvoir populaire, mais au pouvoir de l'argent, aujourd'hui comme hier⁷⁷ ».

De facto, sous le gouvernement Allende, le respect de la liberté de presse reste complet. Il est l'une des clauses du pacte de garantie constitutionnelle à la base de l'accord passé avec la Démocratie-chrétienne pour obtenir la légitimité du Parlement. Contrairement à ce qui s'est passé à Cuba au tournant des années 1960, les forces politiques d'opposition mettent largement à profit cette liberté d'expression afin d'appliquer une véritable « stratégie de captation des consciences », à partir des nombreux médias dont ils conservent la propriété (61 % des radios, 3 des 4 chaînes de télévision, 84 % des journaux) : « Quand Allende est arrivé au pouvoir, la gauche n'avait que deux revues d'actualité : *Punto Final*, revue du MIR qui tirait à 15 000 exemplaires, et *Plan*, revue éditée par le Parti communiste, qui paraissait tous les quinze jours, avec un tirage identique. En ce qui concerne les revues d'actualité, la presse de droite avait un tirage de 250 000 exemplaires par semaine » (AIELC). Aussi, les craintes qu'exprimait l'intellectuel français à sa sortie des geôles boliviennes, vis-à-vis du légalisme, s'avèrent fondées. Médias et industries de la communication furent un instrument central dans la mise en acceptabilité de la nécessité du « *golpe* » qui allait avoir lieu deux années plus tard :

« Dans tous ses organes de diffusion, [la classe dominante] inaugura des fronts sociaux qui correspondaient fidèlement au découpage de ses fronts de lutte dans la réalité de la conspiration. Ces fronts, qui comprenaient depuis les jeunes jusqu'aux petits commerçants, en passant par les médecins, se transformèrent en normes implicites de sélection de la matière information et loisirs. Dans cette offensive idéologique, la bourgeoisie reliée à ses "masses" essaya de "faire conscience" à partir des faits de la lutte des classes, en lançant dans l'affrontement tous les dispositifs de son appareil superstructurel. Ce travail d'agitation et d'organisation couvrit les secteurs sociaux les plus divers et s'étendit sur les points les plus variés. Cette activité de la droite ne fut évidemment possible qu'à cause des vides laissés par la gauche dans l'ensemble de la lutte idéologique » (PCPM).

Comme l'évoque Paul Beaud, « c'est précisément par rapport [aux] conflits sociaux que les médias ont une attribution sociale essentielle : la *définition des situations* qui va affecter l'équilibre des forces sociales en "consensualisant" les termes mêmes dans lesquels il sera débattu de toute situation sociale⁷⁸ ». Les médias ont le pouvoir de fixer les cadres interprétatifs par le biais desquels se structure le débat et par là même les représentations collectives. Ils sont des opérateurs de légitimation, des espèces de « tribunaux des mots et des idées [qui] n'instruisent que des *procès de connivence*⁷⁹ ». Les conditions de possibilité de la sédition organisée par la droite chilienne alliée aux secteurs les plus réactionnaires passent en effet, entre autres choses, par l'imposition de cadres d'appréhension du réel postulant la fin du politique et des idéologies, condamnant le *commun* au nom de la sacro-sainte propriété privée, dénonçant la gestion collective pour y préférer la lutte des intérêts personnels, etc. :

« Dans cette période, témoigne Armand Mattelart, ont pris corps mes interrogations sur le rapport savoir/pouvoir, entre la théorie et la pratique. Les enjeux de la communication étaient tels qu'ils se démultipliaient. Analyse des stratégies des médias hégémoniques à l'encontre des réformes inaugurées par le gouvernement de l'Unité Populaire, formulation des politiques publiques de communication, construction de médias en phase avec la construction d'un pouvoir populaire. Cet éventail d'interventions, ce sont les modalités des affrontements sociaux dans la société concrète où j'avais choisi de vivre qui les a progressivement mises à l'ordre du jour. Et c'est en essayant de penser les médias dans ces situations de polarisation que j'ai aussi découvert les impensés des forces progressistes sur la dimension communicationnelle des stratégies de changement. L'emprise était grande d'un concept de communication redevable de l'agitprop ou cohérent avec le schéma de relations verticales à l'intérieur des partis de masse. Cette approche de la stratégie médiatique était d'autant plus inadaptée dans le cas du Chili que, à la différence d'autres processus se réclamant du socialisme, il existait une pleine liberté de la presse et que les médias de l'opposition avaient conservé leur position hégémonique. Ils pervertiront d'ailleurs cette liberté essentielle en permis de sédition⁸⁰ ».

Puis une fois l'Unité Populaire renversée, la junte s'efforce de :

« Sélectionner, dans les programmes importés, ceux qui sont les plus compatibles avec les valeurs et les attitudes promues par le projet de militarisation des généraux et les efforts d'assainissement de la vie politique et morale. L'augmentation, à la télévision, des programmes de sports, de jeux et de feuilletons mélodramatiques produits sur place et importés d'autres pays latino-américains (la production de ces feuilletons a doublé ou triplé dans les dernières années et de plus en plus de pays s'y lancent) est un indice du besoin ressenti de relever le défi. Il est paradoxal que dans ces pays qui sont l'expression même d'un État consacré aux vues et aux visées des sociétés multinationales, se manifeste ce besoin de "nationaliser", en pleine période d'internationalisation du capital, les contenus de la culture qui doit rassembler les esprits autour du modèle de développement promu par le grand capital étranger. Voilà bien mise en question la thèse de la planétarisation de la culture de masse, à l'heure des multinationales » (IIE).

Impérialisme et internationalisation

Armand Mattelart a toujours eu la fibre cosmopolite. À la sortie de sa formation à l'Institut de démographie de Paris, il profite, en cette période de l'*aggiornamento* du Concile Vatican II, de l'internationalisme catholique et des réseaux militants liés à la théologie de la libération pour envisager un départ vers le Tiers-Monde : « J'ai eu une proposition pour aller enseigner à Rio de Janeiro, une pour Quito et une pour Santiago du Chili. J'ai hésité un temps. J'ai demandé conseil à Pierre Monbeig, géographe, qui dirigeait l'Institut des Études de l'Amérique latine de la Sorbonne et à François Houtart qui publiait à l'époque une collection au travers de laquelle je m'étais fait une petite idée de ce qu'était l'Amérique Latine. Tous deux m'ont convaincu de choisir Santiago⁸¹ ». Cette disposition cosmopolite d'Armand Mattelart rencontra, comme nous l'avons vu, les attendus d'un marxisme qu'il fait sien dans les années 1960, lequel démontre très tôt que les questions de politique internationale se trouvent au cœur de toute réflexion conséquente sur les développements du capitalisme⁸². La notion d'*impérialisme* est, alors, tout à fait centrale. Dès le *Manifeste du Parti communiste*, il apparaît évident à ses auteurs que « La grande industrie a créé le *marché mondial* [c'est nous qui soulignons], préparé par la découverte de l'Amérique ». Et de préciser : « Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays⁸³ ». Dans le *Capital*, Marx insiste ainsi sur le fait que « La base du mode de production capitaliste est constituée par le marché mondial lui-même⁸⁴ ». *De facto*, les révolutionnaires marxistes n'ont de cesse d'actualiser cette loi du développement mondial du capital et d'appuyer la nécessité d'une émancipation de la domination capitaliste, nationale et étrangère. Lénine écrit en 1916, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ouvrage dans lequel il développe l'idée d'une nouvelle phase de développement du capital, un nouveau stade du processus productif mondial, de la division internationale du travail, mais aussi une nouvelle étape de la résistance au capital dans la mesure où la lutte anti-impérialiste menace directement ledit capital dans ses domaines d'exploitation parmi les plus importants. Pour « l'homme de la Léna », les cinq caractères fondamentaux de l'impérialisme sont :

« 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles [et oligopoles], dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2) la fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce capital "financier", d'une oligarchie financière ; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation de marchandises, prend une importance toute particulière ; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde et ; 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes⁸⁵ ».

De fait, le cas du Chili s'avère être, au début des années 1970, mais depuis des décennies déjà, une illustration édifiante de la forme impérialiste du capital telle que décrite par Lénine. Les ressources naturelles les plus rentables (e.g. les mines de cuivre et de salpêtre) sont aux mains des trusts nord-américains et de quelques oligarques chiliens (2 % de la population possèdent 80 % des terres, 3 % des propriétaires industriels possèdent 80 % des entreprises), à l'instar de la famille Edwards, associée au groupe Rockfeller, qui se trouve alors à la tête d'un empire latifundiste, industriel... et du journal *El Mercurio* :

« Cette question de l'impérialisme, confiait en 1971 Salvador Allende à Régis Debray, revêt une importance primordiale dans les pays sous-développés et tout particulièrement en Amérique latine. Les socialistes se sont rendu compte que notre ennemi numéro un est l'impérialisme ; c'est pourquoi nous avons donné la priorité à la libération nationale, et que nous continuons actuellement. Au cours des dernières années, la pénétration et la domination du capital étranger se sont accentuées au point de rendre presque invisible la bourgeoisie nationale. [...] Nous n'aurons le pouvoir de façon certaine que lorsque le Chili sera un pays économiquement indépendant. C'est pourquoi notre ligne essentielle, vitale, doit être anti-impérialiste, comme étape initiale des transformations de structures⁸⁶».

Inégal et combiné, c'est ainsi que Léon Trotsky qualifiait déjà ce développement à un nouveau stade du capital⁸⁷; « inégal » dans la mesure où le système productif mondial est partagé entre des économies nationales dominantes et dominées, « combiné », parce que le développement des pays coloniaux et semi-coloniaux « réunit en lui les formes économiques les plus primitives et le dernier mot de la technique et de la civilisation capitalistes⁸⁸ ». Les formations économique-sociales les plus avancées obligent ainsi les pays les moins développés à procéder par bonds techno-scientifiques, en particulier s'agissant des moyens de communication⁸⁹. Précisément, cet aspect particulier du développement impérialiste, déjà pointé par Marx et Lénine concernant par exemple le développement des chemins de fer ou de l'industrie de l'électricité, va bien être la norme pour le Chili dont l'appareil productif n'a été modernisé qu'en ses secteurs les plus rentables pour les monopoles étrangers. Ce point se retrouve également au cœur des intérêts de connaissance d'Armand Mattelart⁹⁰ qui prête déjà une attention toute particulière à la dimension internationale des phénomènes sociaux de technologisation et de communication, attention qui ira en grandissant durant la période de l'UP. Car le Chili de cette période devient l'un des premiers laboratoires quant aux enjeux géopolitiques globaux de l'information et de ses réseaux, les firmes multinationales de la communication jouant un rôle central dans la politique contre-révolutionnaire menée par la bourgeoisie chilienne dépendante⁹¹ :

« Le fait que le premier complot, en vue d'empêcher le président élu d'assumer son mandat, ait été ourdi en octobre 1970 par une firme de télécommunications, l'International Telegraph and Telephone(ITT), de concert avec les agences de renseignement des États-Unis et un secteur de l'extrême-droite chilienne, en dit long sur la précocité du projet de renversement du régime socialiste formé par le front pluriel de l'Unité Populaire, projet auquel va se rallier progressivement la totalité des secteurs de l'opposition. Aussi révélatrices sont les campagnes de presse orchestrées, tout au long des trois ans, par l'agence United Press International (UPI) et les grands quotidiens des États-Unis et d'Amérique latine réunis dans la Société interaméricaine de presse (SIP), créée par le département d'État au seuil de la Guerre froide et dont le propriétaire du groupe de *El Mercurio* était en 1970 le président. En somme, les stratégies de déstabilisation de la tentative chilienne représentent un cas d'école quant à l'usage fait par les diverses instances, civiles et militaires, du gouvernement des États-Unis de l'accumulation de recherches à visée administrative sur la "communication internationale" réalisées au plus fort de la guerre froide par l'*establishment* universitaire de ce pays⁹² ».

L'impérialisme, c'est aussi une prépondérance du secteur militaire qui, en son temps, a conduit à la Première Guerre mondiale, considérée comme la première des guerres impérialistes. Le Chili est en ce domaine aux avant-postes de l'Amérique latine et possède une armée éprouvée et moderne⁹³. Cet appareil d'État est expérimenté en ce qu'il a l'habitude de participer à la répression des conflits sociaux et il est novateur dans la mesure où il s'avère parfaitement bien équipé et théoriquement ancré (avant la Seconde Guerre mondiale, l'armée chilienne a appris la géopolitique et le maniement des canons Krupp avec des instructeurs allemands et, après, les stratégies contre-insurrectionnelles en fréquentant les écoles de guerre nord-américaines). Durant l'Unité Populaire, l'aide financière nord-américaine fut évidemment revue largement à la baisse, sauf dans le secteur de l'assistance militaire, laquelle fut multipliée très rapidement par plus de quinze, passant de 800 000 \$ en 1970 à 12 300 000 \$ en 1972 (« Firmes multinationales et syndicats jaunes dans la contre-insurrection » - FIM). Le coup d'État d'Augusto Pinochet, va consacrer un appareil d'État militaire, une junte revendiquant être « guidée par une conception chrétienne de l'homme et de la société » et qui, bien évidemment, va se vouer à la défense de l'hégémonie des monopoles économiques : « L'État d'exception garantit les conditions de pénétration du capital étranger et celles d'une économie orientée vers l'extérieur [et] permet la surexploitation des travailleurs en fixant des critères de rentabilité incomparablement plus élevés que dans les conditions normales d'un État démocratico-libéral » (IIE). Cet appareil d'État militaire initie également de nouvelles formes politiques, idéologiques et culturelles permettant à la bourgeoisie de se maintenir au pouvoir *via* la diminution des libertés et l'affermissement du contrôle social, lesquels « cherchent à intégrer le citoyen-consommateur-producteur au projet de la nouvelle division internationale du travail, essayant de lui faire accepter les nouvelles conditions de la réalisation de la plus-value. En ce sens, les États militaires configurent le stade suprême de ces nouvelles formes politiques engendrées par le changement dans le modèle d'accumulation international du capital » (PAC).

Outre l'impérialisme, expression économique et politique de l'internationalisation du capital, c'est également son envers dialectique, l'*internationalisme*, à partir duquel Armand Mattelart fait fond. Comme l'on sait, l'Association Internationale des Travailleurs (AIT - 1864-1872) fut construite, dans le prolongement du cosmopolitisme des *Lumières*, en réponse au développement combiné de l'expansion mondiale du capital (Luxemburg) et des luttes de libération nationales qui voient le jour en Europe à la fin du XIX^{ème} siècle (Pologne, Irlande, etc.), dont Marx rédige les statuts et prend part à la direction avec Engels (« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !⁹⁴ »). La nécessité de constituer un mouvement ouvrier international et donc d'une internationalisation des luttes et de la solidarité prolétariennes pour l'établissement de la *république socialiste mondiale* (Lénine) devient un principe intangible « par le fait que la classe des capitalistes, qui exerce sa domination sur les ouvriers, ne borne pas celle-ci au cadre d'un seul pays. Les relations commerciales entre les différents États se développent et se resserrent ; le capital passe constamment d'un pays à l'autre⁹⁵ ». Cette analyse se trouve également au principe de la Troisième⁹⁶ et de la Quatrième internationales⁹⁷. Mais la conscience de l'importance de la dimension internationale de la lutte des classes ne va pas forcément de soi. Gramsci le rappelle fort opportunément en faisant la critique d'un certain internationalisme abstrait qui envisage le prolétariat comme international « par nature ». Or, souligne-t-il, cet allant internationaliste ne peut passer que par la médiation d'un « national-populaire », c'est-à-dire la nécessité de luttes sociales qui, la plupart du temps, prennent corps au sein d'une aire nationale et s'opposent à un État de classe.

Les principes de la lutte anti-impérialiste viennent donc soutenir les luttes de libération

nationales menées contre les impérialismes occidentaux en Afrique et en Asie où, à partir des années 1950, émergent de très nombreux et importants conflits d'indépendance. Pour ce qui est de l'Amérique latine, le système colonial a été mis à mal depuis plus longtemps, remplacé par des oligarchies nationales, mais alliées et dépendantes des États-Unis. Aussi, les gouvernements nationalistes de compromis seront renversés (Brésil, Bolivie, Guatemala, etc.) pour être remplacés par des régimes autoritaires. De cette période noire émerge toutefois, en 1959, la Révolution cubaine dont le succès tend à relancer l'anti-impérialisme⁹⁸ et l'intérêt d'une stratégie de prise du pouvoir par les armes et non par le urnes. Ernesto Guevara théorise alors, contre ce qu'il estime être la « naïveté » de la voie pacifique « nationale démocratique » (mais aussi, contre les théories révolutionnaires faisant de la construction d'une avant-garde partidaria un préalable), l'inéluctabilité de la lutte armée et de la « guerre de guérilla » comme catalyseur politique⁹⁹. Des guérillas vont ainsi voir le jour en plusieurs pays : Venezuela, Colombie, Bolivie, Pérou, etc., lesquelles vont se heurter avec la plus grande violence à la contre-insurrection *yankee*. Guevara est assassiné en 1967 et, plus largement, le foquisme se révèle, dans le Cône Sud, coûteux en vies et peu efficace dans la prise du pouvoir. La guerre anti-impérialiste reste néanmoins une réalité en plusieurs pays, comme au Nicaragua où le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) renverse, en 1979, la dynastie des Somoza. Cette période vicennale des luttes anti-impérialistes ne débouche pourtant pas sur des victoires pérennes des forces progressistes, car les États-Unis s'empressent d'effectuer un travail contre-révolutionnaire systématique, par exemple au Salvador (contre le Front Farabundo Martí) ou au Guatemala (contre l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque), durcir le blocus vis-vis de Cuba, soutenir le régime d'apartheid en Afrique du Sud ou encore fomenter des soulèvements contre-insurrectionnels comme à la Grenade.

Si le bilan de cette période de luttes de libération nationale et de combats anti-impérialistes n'est donc pas éclatant, il ne peut cependant faire l'impasse sur certains éléments positifs tenant : a) à la possibilité concrète de mobilisation d'ampleur, b) à l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène internationale (le mouvement des pays non-alignés - Bandung, 1955 - ayant poussé à l'instauration d'un Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, mais aussi, parallèlement à la revendication d'un Nouvel ordre économique mondial ; la conférence Tricontinentale - 1966 - ; l'Organisation de solidarité avec les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine - OSPAAAL - ; l'Organisation latino-américaine de solidarité - OLAS -, etc.), ainsi qu'à c) la production de nouvelles théories reprenant les thèses de la lutte impérialiste, toutefois ajustées aux contextes nationaux, par exemple de décolonisation. C'est dans ce cadre que se font jour, pour l'essentiel en Amérique latine, des tentatives d'élaboration de théories et de pratiques de la communication en lien avec ces combats pour l'émancipation :

« La lutte de masse et les nouvelles perspectives politiques qu'elles ouvraient dans ces pays faisait surgir, dans l'étude des communications de masse, des thèmes que la problématique antérieure n'avait pas pu prévoir et, de fait, qu'elle n'avait même pas soupçonnés. [...] Il devenait impérieux de cerner le caractère de classe de ladite culture de masse et d'évaluer dans quelle mesure les genres et les découpages qui caractérisent le mode de production des messages (bandes dessinées, magazines, romans-photos, séries télévisuelles, etc.) dans la société existante pouvaient être utilisés dans la définition d'un autre mode de relations avec le lecteur ou le téléspectateur. Enfin, il était important de déceler les alternatives concrètes de participation et de pouvoir populaire qui commençaient à émerger précisément sur le front communicationnel de la

bataille culturelle. Il est évident que les réponses qui, tenant compte des évènements, furent apportées, tant au niveau pratique que théorique, en restèrent à une phase préliminaire. Le legs d'expériences qu'elles constituèrent fut pourtant essentiel pour l'élaboration d'une théorie de la communication en temps de rupture » (PAC).

C'est également sur les bases de ce mouvement d'ouverture d'un *front international* de lutte (y compris dans le domaine de la communication – cf. tome 2 de l'anthologie) que sont retravaillées les *théories de la dépendance* (initialement élaborées sous l'égide de l'ONU par la Commission économique pour l'Amérique latine – CEPAL). Elles vont insister sur la contradiction centre/périphérie dans le cadre d'une théorie de l'internationalisation, au détriment de la traditionnelle contradiction capital/travail envisagée dans le cadre d'une théorie de l'État de classe. La dépendance est définie par le Brésilien Theotonio Dos Santos comme :

« Une situation dans laquelle l'économie de certains pays s'avère conditionnée par le développement et l'expansion d'une autre économie à laquelle elle est assujettie. La relation d'interdépendance entre deux ou plusieurs économies et entre celles-ci et le commerce mondial, prend la forme de la dépendance quand certains pays (dominants) peuvent se développer et peuvent être auto-suffisants, tandis que d'autres (dépendants) ne peuvent y parvenir que comme sous-produit de cette expansion, lesquels peuvent subir des effets positifs ou négatifs dans leur développement immédiat¹⁰⁰ ».

Ce sont donc là les contradictions d'un capital qui s'internationalise, délaisse les possibilités d'un développement national autonome au profit d'entreprises multinationales et tend à structurer des transferts de valeur mettant sous domination des *périphéries* pillées par des *centres* spoliateurs¹⁰¹. Celles-ci ne peuvent alors produire qu'un « développement du sous-développement¹⁰² » et conduisent à l'instauration de « dictatures technico-militaires¹⁰³ » (Brésil, Chili, etc.). Pour Armand Mattelart, cette économie-monde trouve son pendant dans le domaine de la culture et de la communication : une communication-monde qui place les pays du Tiers-Monde sous la dépendance économique et technologique de firmes-monopoles et d'État impérialistes qui exportent capitaux et idéologies. La notion d'*impérialisme culturel*¹⁰⁴ fait alors florès au sein des rangs progressistes et Armand Mattelart est présenté comme « l'un des premiers à attirer l'attention sur [cette] notion [...] ; il a écrit sur cette question dans *Le Monde Diplomatique*, dans un dossier de décembre 1974 où il a invité l'économiste nord-américain Herbert Schiller qu'il avait connu à Santiago du Chili ; auteur alors inédit en France et jamais traduit, Schiller était le spécialiste [marginalisé au sein de l'*establishment* universitaire américain] de la culture de masse nord-américaine et des liens qui se développaient entre le capital monopoliste, le pouvoir culturel et le pouvoir politique¹⁰⁵ ».

Dans les années 1980, nul ne s'étonnera de l'intérêt qu'Armand Mattelart témoigne aux luttes institutionnelles, sociales et politiques dans le domaine de la communication et des médias qui naissent au sein de réalités nationales variées et ce, sur différents continents. Plusieurs de ses ouvrages portent ainsi, tour à tour sur le Brésil (avec Michèle Mattelart, *Le Carnaval des images. La fiction brésilienne*, Paris, INA/La Documentation française, 1987), le Nicaragua sandiniste (*Communicating in Popular Nicaragua : an Anthology*, New York, International General, 1986), ou encore le Mozambique du FRELIMO¹⁰⁶ alors marxiste

(*Comunicación y transición al socialismo. El caso Mozambique, México, Era, 1981*). Des rapports plus généraux pour des institutions nationales et internationales sont également édités, à l'instar de *Télévision : enjeux sans frontières* (avec Jean-Marie Piemme, Grenoble, PUG, 1980), *Transnationals and the Third World : The Struggle for Culture*, (South Hadley, Bergin & Garvey, 1983), ou *La Culture contre la démocratie ?* (avec Xavier Delcourt et Michèle Mattelart, Paris, La Découverte, 1984) : « Tous ces ouvrages explorent la polysémie de la nouvelle donne de l'internationalisation dans un contexte de crise, avant que ne déferle la vague des dérégulations. Tous ont en commun qu'ils esquissent une réflexion épistémologique sur les carences du paradigme de l'impérialisme culturel quand il s'agit de saisir ce qui est en train de changer dans les rapports entre les cultures¹⁰⁷». Notons également son inscription dans des réseaux de recherche internationaux cherchant à développer une critique de l'économie politique de la communication et de la culture, dans des projets éditoriaux latino-américains comme la revue mexicaine déjà évoquée, *Comunicación y Cultura* (basée à Santiago jusqu'à l'instauration de la dictature, puis à Buenos Aires jusqu'en 1976, lors du coup d'État des généraux argentins, et enfin à México où elle continue à être co-dirigée par Armand Mattelart et Héctor Schmucler avec qui il a publié *L'Ordinateur et le Tiers-Monde* (Paris, Maspéro, 1983). Durant cette période, l'auteur participe également à l'organisation d'événements comme la « Conférence internationale sur l'impérialisme, la culture et la résistance culturelle », laquelle s'est déroulée à Alger en 1977 en présence de représentants d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe.

La Spirale

Le premier tome de la présente anthologie s'achève sur deux textes (des entretiens), « À propos de *La Spirale* » et « La Spirale »¹⁰⁸, traitant du film-documentaire *La Spirale*¹⁰⁹, co-réalisé en 1974 et 1975 par Armand Mattelart, Jacqueline Meppiel, Valérie Mayoux (et Chris Marker) à partir d'archives en provenance de télévisions et de cinémathèques européennes, latino-américaines et nord-américaines. Ce film n'est à ce jour toujours pas distribué en DVD (du côté francophone du moins) et, lors de sa sortie en 1976, il n'a bénéficié en France que d'une couverture relativement modeste, essentiellement dans le circuit des cinémas « art et essai ». Il n'a par ailleurs jamais été diffusé à la télévision publique française, et ce, malgré qu'il ait été sélectionné au festival de Cannes dans la catégorie « Perspectives ». Produit par Jacques Perrin, *La Spirale* est un film-outil qui explique méthodiquement, avec une très grande précision, la manière dont le front des droites chiliennes et les services d'intelligence civils et militaires des États-Unis, *via* la lutte idéologique à laquelle elles se sont livrées avant même l'arrivée de Salvador Allende au pouvoir en septembre 1970, ont réussi finalement à déstabiliser le processus démocratique chilien pour mettre en place le général Pinochet à l'aide du coup d'État du 11 septembre 1973, et plonger ainsi le Chili, pendant près de vingt ans, dans une sinistre dictature. Il se présente donc comme la déclinaison cinématographique des travaux scripturaux d'Armand Mattelart.

L'une des principales originalités de *La Spirale* est en effet de s'intéresser à la période de l'Unité Populaire, mais en faisant le détour par les stratégies mises en œuvre par les droites chiliennes autour de la construction de leur *ligne de masse*, d'un front uni de la réaction, et de montrer précisément, au travers de ce choix, les faiblesses d'une UP dont on peut penser, non sans raison, qu'elle s'est montrée moins prompte à appliquer certains éléments de la théorie révolutionnaire de la lutte idéologique que la bourgeoisie chilienne elle-même :

« Le visionnement jour après jour, entre 1974 et 1975, des images à la table de montage remettait en mémoire des événements que j'avais vécus de près au Chili jusqu'au coup d'État. Il s'agissait donc pour moi d'essayer de prendre de la distance par rapport à mon expérience vécue. La mise en perspective historique de cette dernière m'a aidé à échapper à cet actuel en différé. Un des axes du film a en effet été de ne pas rester confiné au cadre des trois ans de l'Unité Populaire. Et ce en nous efforçant de mettre en lumière les racines lointaines des formes de mobilisation auxquelles a eu recours l'alliance des grandes organisations patronales et des corporations professionnelles pour renverser le président Allende. Comment ce front a réussi à construire une "ligne de masse" et comment, dans ce cadre, les médias dominants ont assumé la fonction d'organisateur collectif ? La même mise à distance vaut pour le démontage de la complexité des liens entre les États-Unis et les diverses fractions de la bourgeoisie chilienne. La structure narrative du film s'inspire d'ailleurs d'un modèle de simulation dénommé *Politica* construit à la demande du Pentagone en 1965 - cinq ans donc avant la victoire électorale de Salvador Allende - par un centre universitaire nord-américain et un *think tank* en vue de tester un lot d'hypothèses sur le comportement probable des divers acteurs socio-politiques, économiques et militaires en cas d'arrivée au pouvoir par les urnes d'un parti à orientation socialiste¹¹⁰».

La Spirale est donc un document précieux au regard de cette originalité qui le démarque des autres films ayant pour objet la période du gouvernement socialiste d'Allende. Il est également d'un grand intérêt parce qu'il insiste sur une dimension tout à fait centrale mais fort peu traitée à l'écran, à savoir l'obsession qui naît, dans les années 1970, au sein de l'administration Nixon, de la CIA et des *think tanks* conservateurs, pour le combat contre-insurrectionnel et la lutte contre le terrorisme, qui sont alors les noms donnés (déjà !) par ces diverses institutions aux opposants à la mondialisation du capital, à l'extension des formes occidentales d'exploitation, ainsi qu'à l'interventionnisme et à l'hégémonie économique et culturelle nord-américains :

« De toute façon on ne peut expliquer le succès que remporta la bourgeoisie dans son entreprise d'agitation permanente des consciences, alors que cette même bourgeoisie dépendante n'avait pas réussi à accumuler les capitaux suffisants pour développer le pays, si on ne tient pas compte de l'intervention de la Centrale d'Intelligence Américaine (CIA) et des compagnies multinationales, et du soutien qu'elles apportèrent au boycott systématique autant qu'invisible. Par ailleurs, au niveau international derrière les campagnes de diffamation, on décèle la coordination exercée par la Société Interaméricaine de Presse qui groupe tous les propriétaires des journaux des États-Unis et du Continent latino-américain, et la présence, de plus en plus insidieuse dans les processus politiques du Tiers-Monde, de ces agences de publicité nord-américaines qui ne sont autres que celles qui ont planifié la promotion mondiale du mythe du "miracle brésilien" » (PCPM).

De grandes entreprises transnationales participent ainsi très largement à la mise en place de ce *social systems engineering*. S'appuyant sur l'impératif de « sécurité nationale », les industries de l'informatique jouent un rôle important d'appui matériel, fournissant aux dictatures militaires du Cône Sud des technologies permettant d'asseoir des systèmes de

« Certains témoignages de détenus politiques dans les pays du Cône Sud montrent la fluidité de la circulation de l'information sur les citoyens entre les polices de ces pays. La revue spécialisée *Computer Decisions*, rapporte le cas d'un prêtre arrêté à son arrivée en Uruguay, qui subit un interrogatoire au cours duquel on lui demanda des renseignements sur un autre prêtre catholique. La police produisit, au cours de cet interrogatoire, une fiche informatique, où était consignée en détail l'histoire personnelle de son collègue. Il y lut toutes les adresses où celui-ci avait successivement vécu, les montants des salaires qu'il avait perçus aux différentes périodes de sa vie, la copie de son carnet d'adresses et de numéros de téléphone. Le prêtre recherché n'était pas citoyen uruguayen et n'avait jamais vécu dans ce pays » (« La sécurité d'État »).

Les modes d'intervention impérialistes, classiquement économiques et militaires, vont se coupler à des formes d'intervention moins directes visant également à influencer sur les dispositions (à penser, à croire, à sentir, etc.) des sujets sociaux. Si les modalités d'intervention se diversifient et sont pensées comme devant faire fond à partir de répertoires d'action plus variés, cet *aggiornamento* maintient toutefois les politiques impérialistes dans le registre de la guerre. Armand Mattelart exhume à cet effet les écrits du général brésilien Golbery do Couto e Silva, concernant la doctrine de la « sécurité nationale », qui, dans son traité de géopolitique précise que : « De strictement militaire, la guerre est devenue une *guerre totale*, une guerre tout autant économique, financière, politique, psychologique et scientifique qu'une guerre d'armée, de flotte et d'aviation ; de la guerre totale à la *guerre globale* et de la guerre globale à la guerre indivisible, et pourquoi ne pas le reconnaître, à la guerre permanente » (IIE). Le texte originellement publié dans les *Temps modernes*, « Firmes multinationales et syndicats jaunes dans la contre-insurrection », est à cet égard particulièrement éclairant. Il analyse les politiques mises en œuvre par le Pentagone : programmes de recherche, plans d'assistance technique et idéologique, systèmes d'espionnage institutionnels et secrets, entrisme syndical, jeux de simulation, etc. *La Spirale* met d'ailleurs en scène l'un de ces jeux, *Politica*, dont l'existence avait été révélée, quelques semaines après le coup d'État, par un groupe d'étudiants de l'université de Californie à Berkeley, lesquels avaient publié le témoignage du chercheur chilien Daniel del Solar y ayant participé. *Politica* a été conçu en s'inspirant très directement de la situation chilienne (Cupria dans le jeu). Sa vocation originelle était de simuler :

« Le déroulement d'un conflit national interne, qui peut conduire soit au changement démocratique, soit au changement révolutionnaire, soit encore à la victoire de la réaction. Il se charge de reproduire les rôles que peuvent jouer les militaires et les autres secteurs dans la dynamique politique et économique d'un pays, en assumant différentes positions. Il les place dans des situations d'affrontement ou de coopération afin d'identifier à partir de leurs interactions les variables sociales et humaines décisives pour étudier la situation pré-insurrectionnelle. Grâce à la découverte des divers arrangements possibles des différentes variables dans des conditions initiales distinctes, ce jeu se propose d'isoler les variables fondamentales pour identifier, décrire, prédire et contrôler un conflit révolutionnaire interne » (FIM).

La Spirale détourné toutefois les objectifs de ce jeu de guerre sociale qui avait été commandité par le Pentagone à la Fletcher School of Law and Diplomacy, ainsi qu'au *think tank* ABT Associates Inc (USA) :

« Son intérêt pour la construction de *La Spirale* était ailleurs : dans le mécanisme de représentation qu'il suggère des arrangements entre les acteurs socio-politiques. C'est pourquoi nous l'avons adopté comme un modèle architectonique qui nous permettait de matérialiser et de visualiser le jeu complexe des acteurs, classes, groupes et catégories, déterminants dans les situations réelles qu'a vécues le Chili au cours des années 1970-73. Ce modèle nous a inspiré une structure narrative qui convenait parfaitement au concept, au pôle du film : la construction progressive de la ligne de masse des adversaires de l'Unité Populaire » (« *La Spirale* »).

La Spirale se présente donc comme une production cinématographique unique dans la mesure où elle montre parfaitement que le Chili de l'Unité Populaire a été le premier laboratoire des enjeux géopolitiques de la globalisation et de ses réseaux. Celui-ci a en quelque sorte servi de test grandeur nature à des stratégies globales à la fois économiques, idéologiques, politiques, et de renseignement, dont l'objectif était de détruire pratiquement les processus de transition vers des sociétés plus démocratiques, notamment socialistes. Les interventions impérialistes des États-Unis dans le Cône Sud, celles de la France en Afrique ou plus récemment celles des coalitions internationales à géométrie variable ne sont finalement pas sans rapport avec cette expérience chilienne, mêlant des stratégies « soft » de contrôle social des opinions et des esprits *via* l'usage de certains médias, de certaines agences de presse ou de publicité, et des interventions armées plus directement funèbres, dont le coup d'État de Pinochet n'est évidemment qu'un cas extrême : la course funeste du « centaure de Machiavel » selon les termes de Gramsci.

*

Un adage, paraît-il chinois, avance que l'histoire progresse en *spirale* (dialectiquement) et le film éponyme de Mattelart, Meppiel et Mayoux rend effectivement, subtilement compte, depuis le cas chilien, d'une certaine *discordance des temps*¹¹¹ : celle des temps longs braudéliens, des histoires « continues » culturelles, techniques, juridiques, économiques, etc., ou dites « à pente faible » selon les termes de Michel Foucault, intriquées les unes dans les autres, unifiées par l'historicité du capitalisme et à la base d'un « développement inégal et combiné » ; celle de l'entrelacement politique de cette longue durée hétérogène avec les événements disruptifs, souvent à *contretemps*, que sont les luttes sociales, les avancées progressistes et les reculs réactionnaires, les ruptures révolutionnaires et les crises contre-révolutionnaires : « Le temps de la politique est un temps brisé, où se nouent continuité et discontinuité, acte et processus, et où l'événement (le possible messianique) fait irruption par la porte étroite des crises¹¹² » ; celle enfin des mobilisations itératives des masses populaires d'où surgissent des possibles pour un avenir commun ayant des temporalités propres, du mal à se synchroniser et donc à faire exploser leur pleine efficacité : « Le mouvement révolutionnaire international du prolétariat ne se déroule pas et ne peut pas se dérouler dans tous les pays au même rythme et par les mêmes moyens¹¹³ ». L'aspect vécu, incorporé (mis en disposition, subjectivé) de cette discordance des temps, de cette arythmie politique de l'histoire des luttes sociales n'est autre que la *lente impatience*¹¹⁴ si chère à Daniel Bensaïd, sensibilité singulière à l'hybridation des temps courts et longs qui se soudent au niveau individuel en un rapport au monde qui conduit

inexorablement l'être social engagé à une certaine *intranquillité*¹¹⁵, laquelle est aussi une inclination à recommencer, malgré les « rendez-vous manqués », les « occasions perdues » et les défaites à répétition. Ce qui frappe chez Armand Mattelart, c'est précisément cette *intranquillité* à l'œuvre, qui n'a rien d'une passion triste, même quand elle est portée par l'émotion de souvenirs tragiques. Elle s'avère même, *a contrario*, la source d'un enthousiasme mesuré, mais réel, à se lancer, depuis l'héritage des vaincus, dans ce « travail toujours recommencé d'actualisation des possibles » :

« L'agir politique revêt la forme d'un pari mélancolique. La raison d'agir se console cependant du fait qu'en rallumant les conflits et les confrontations des premiers commencements, elle donne une nouvelle chance aux vaincus de toujours et réveille des possibilités écartées. Il sauve ainsi la possibilité qu'il en soit autrement, ouvre l'éventail des faits inaccomplis et, du même coup, remet en question la nécessité de l'ordre effectivement advenu, le fait accompli du "possible qui, entre tous, s'est trouvé réalisé" (Bourdieu)¹¹⁶».

Puisse cette anthologie transmettre au lecteur un peu de cette « force irréductible de l'indignation »¹¹⁷ qui transforme la certitude d'un avenir obstrué en la conviction que, par la lutte, il y a, selon la formule de Marx et d'Engels, « un monde à gagner ».

références

1. † Nous souhaitons également remercier, très chaleureusement, David Buxton (Université Paris 10), Natalia Calderón Beltrán (Université Paris 8) et Jacques Guyot (Université Paris 8), qui ont pris en charge, avec beaucoup d'entrain et de sérieux, le travail de traduction, depuis l'anglais et l'espagnol, de certains des textes de la présente anthologie.
2. † Goldman (Lucien), *La création culturelle dans la société moderne*, Paris, Denoël/Gonthier, 1971, p. 59.
3. † Bensaïd (Daniel), *Les irréductibles. Théorèmes de la résistance à l'air du temps*, Paris, Textuel, 2001, p. 106.
4. † Mattelart (Armand), *Pour un regard-monde. Entretiens avec Michel Sénécal*, Paris, La Découverte, 2010, p. 267.
5. † *Ibid.*
6. † Mattelart (Armand), « Entretien », *MEI*, n° 5, 1996, p. 19.
7. † Goldman (Lucien), *Sciences humaines et philosophie*, Paris, Gonthier, 1966, p. 22.
8. † *Ibid.*, p. 19.
9. † Brohm (Jean-Marie), « Louis Althusser et la dialectique matérialiste », in Vincent (Jean-Marie) dir., *Contre Althusser*, Paris, UGE, 1974, p. 38.
10. † Les citations sans références d'édition et de page sont toutes issues des textes présentés au sein du présent tome de l'anthologie. Le titre de l'écrit dont chacune d'entre elles est tiré, est précisé lors de la première citation, suivi d'une abréviation servant à identifier les citations ultérieures provenant de la même source.
11. † Jakubowsky (Franz), *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, Paris, EDI, 1971, p. 161.
12. † Goldman (Lucien), *La création culturelle dans la société moderne, op. cit.*, p. 162.
13. † Mattelart (Armand), « De la difficulté à penser l'international au regard de l'histoire : leçons d'un itinéraire intellectuel », in George (Éric), Granjon (Fabien) dir., *Critique, sciences sociales et communication*, Paris, Mare & Martin, 2014, p. 35.
14. † Bourdieu (Pierre), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997, p. 188.
15. † Les autres volumes de cette anthologie ont pour titres : *Communication, cultures populaires et émancipation* (tome 2) et *Communication transnationale et industries de la culture* (tome 3).
16. † Laboratoire duquel Fabien Granjon est aujourd'hui chercheur et directeur, et Michel Sénécal, chercheur associé.
17. † Mattelart (Armand), Mattelart (Michèle), *Penser les médias*, Paris, La Découverte, 1986.
18. † Mattelart (Armand), « De la difficulté à penser l'international au regard de l'histoire : leçons d'un itinéraire intellectuel », in George (Éric), Granjon (Fabien) dir., *op. cit.*, p. 36.

19. ↑ Zarowsky (Mariano), « Armand Mattelart : un itinéraire intellectuel entre Amérique Latine et Europe », *Web-revue des industries culturelles et numériques*, novembre 2013, <http://industrie-culturelle.fr/industrie-culturelle/armand-mattelart-itineraire-intellectuel-amerique-latine-europe/>.
20. ↑ *Ibid.*
21. ↑ Fondamentalement, sous la plume d'Antonio Gramsci, les intellectuels organiques ont pour fonction principale d'organiser le « consentement spontané » des masses à la direction imprimée à la vie sociale par la classe dominante. Cf. Keucheyan (Razmig), « Antonio Gramsci : culture, information et subalternité », in Granjon (Fabien) dir., *Culture, matérialisme et communication*, Paris, Presses des Mines, 2015, à paraître.
22. ↑ Bensaïd (Daniel), *Marx mode d'emploi*, Paris, Zones/La Découverte, 2009, p. 175.
23. ↑ L'ouvrage a été traduit en France sous le titre *Donald l'imposteur ou l'impérialisme raconté aux enfants*, Paris, Éditions Alain Moreau, 1976. Le chapitre 3 de cet ouvrage, « Du bon sauvage au sous-développé », fait partie des textes ici rassemblés. L'édition en l'anglais de ce livre, imprimé en Angleterre (1975) et importée aux États-Unis, a été saisie par les douanes à son arrivée au port de New York. Averti directement par ces douanes, Disney Corporation a aussitôt intenté à l'éditeur un procès pour violation de la propriété intellectuelle.
23. ↑ L'ouvrage, en effet, reproduit à des fins d'analyse des images des *comics* étudiés. Faisant valoir le *First Amendment*, les avocats new-yorkais du *Center for Constitutional Rights, a non-profit legal assistance group*, ont réussi à débouter Disney et faire lever l'embargo sur le livre. Sur ce procès, cf. l'Appendice inclus à partir de la deuxième édition de l'ouvrage : Shelton Lawrence (John), « Donald Duck vs. Chilean Socialism. A Fair Use Exchange », in Dorfman (Ariel), Mattelart (Armand), *How to Read Donald Duck*, New York, International General, 1991. Traduit dans plus de quinze autres langues, le livre n'a été l'objet, pour ces éditions, d'aucun procès de la part de Disney Corporation.
24. ↑ Sur la trajectoire intellectuelle d'Armand Mattelart, on pourra consulter : Zarowsky (Mariano), *Del laboratorio chileno a la comunicación-mundo. Un itinerario intelectual de Armand Mattelart*, Buenos Aires, Editorial Biblos, 2013 ; Mattelart (Armand), *Pour un regard-monde. Entretiens avec Michel Sénécal*, Paris, La Découverte, 2010 ; Mattelart (Armand), « De la difficulté à penser l'international au regard de l'histoire : leçons d'un itinéraire intellectuel », in George (Éric), Granjon (Fabien) dir., *op. cit.*, pp. 21-48.
25. ↑ Touraine (Alain), *Critique de la modernité*, Paris, Fayard, 1992, pp. 283-284.
26. ↑ Mattelart (Armand), « De la difficulté à penser l'international au regard de l'histoire : leçons d'un itinéraire intellectuel », in George (Éric), Granjon (Fabien) dir., *op. cit.*, p. 40.
27. ↑ Hoggart (Richard), *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970.
28. ↑ Hall (Stuart), « Codage/décodage », in Glevarec (Hervé) et al. (eds.), *Cultural Studies. Anthologie*, Paris, INA/Armand Colin, 2008, p. 29.
29. ↑ Morley (David), « Analyse comparée des décodages différentiels selon les groupes », in *ibid.*, pp. 138-139.
30. ↑ Williams (Raymond), *Culture and Society. 1780-1950*, New York, Harper & Row, 1966.
31. ↑ Mattelart (Armand), « De la difficulté à penser l'international au regard de l'histoire : leçons d'un itinéraire intellectuel », in George (Éric), Granjon (Fabien) dir., *op. cit.*, p. 40.
32. ↑ *Ibid.*, p. 39.
33. ↑ Zarowsky (Mariano), *art. cit.*
34. ↑ Les archives de la revue de 1966 à 2000 sont accessibles en ligne : <http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/revue/homso>.
35. ↑ Marx (Karl), Engels (Friedrich), *Critique de Malthus*, Paris, Maspero, 1978.
36. ↑ Les citations sans référence d'Armand Mattelart sont extraites de la présente anthologie.
37. ↑ Mattelart (Armand), « Quarante ans de critique des médias. Entretien avec Fabien Granjon », *ContreTemps*, n° 18, février 2006, pp. 64-65.
38. ↑ Mattelart (Armand), « De la difficulté à penser l'international au regard de l'histoire : leçons d'un itinéraire intellectuel », in George (Éric), Granjon (Fabien) dir., *op. cit.*, p. 23.
39. ↑ Mattelart (Armand), « Quarante ans de critique des médias. Entretien avec Fabien Granjon », *art. cit.*, p. 63.
40. ↑ Horkheimer (Max), *Théorie traditionnelle, théorie critique*, Paris, Payot, 1974.
41. ↑ Mattelart (Armand), « Quarante ans de critique des médias. Entretien avec Fabien Granjon », *art. cit.*, p. 65.
42. ↑ Zarowsky (Mariano), *art. cit.*
43. ↑ Goldman (Lucien), *Sciences humaines et philosophie, op. cit.*, p. 93.
44. ↑ Lesquelles se trouvent incontestablement aux antipodes du *conflit* tel que Malthus, dans l'*Essai* qu'étudiera Armand Mattelart, définit celui-ci, c'est-à-dire le faisant relever de lois de la nature d'origine transcendante, lesquelles font bon ménage avec l'utilitarisme lockien, l'individualisme de l'économie politique britannique, la déshistoricisation du social, ainsi que la psychologisation et la pathologisation de la radicalité politique.
45. ↑ Korsch (Karl), *Au cœur de la conception matérialiste de l'histoire*, Paris, Spartacus, 1979, p. 8.
46. ↑ Châtelet (François), *La Capital (Livre I). Karl Marx*, Paris, Hatier, 1975, p. 71.
47. ↑ *Ibid.*, p. 26.
48. ↑ Chesneaux (Jean), *Du passé faisons table rase ?*, Paris, Maspero, 1976, p. 41.
49. ↑ Lukács (Georg), *Histoire et conscience de classe*, Paris, Éditions de Minuit, 1960, p. 230.
50. ↑ Bensaïd (Daniel), *Marx mode d'emploi, op. cit.*, p. 76.
51. ↑ Marx (Karl), Engels (Friedrich), *La Sainte Famille*, Paris, Éditions Costes, 1947, p. 98.
52. ↑ Bensaïd (Daniel), *Marx mode d'emploi, op. cit.*, p. 76.

53. ↑ Lukács (Georg), *op. cit.*, p. 71.
54. ↑ Roubine (Isaak I.), *Essais de la théorie de la valeur de Marx*, Paris, Syllepse, 2008, p. 43.
55. ↑ Kosik (Karel), *La dialectique du concret*, Paris, Les Éditions de la passion, 1988, p. 34. Jean-Marie Brohm parle de complexités diachronique et synchronique : Brohm (Jean-Marie), *Les principes de la dialectique*, Paris, Les Éditions de la passion, 2003, p. 252.
56. ↑ Cité à plusieurs reprises par Armand Mattelart qui fera sien le besoin d'éclairer les processus de détermination historico-sociale, Lucien Goldmann est assurément de ceux qui ont synthétisé le plus clairement cette démarche. Le *structuralisme génétique* qu'il prône insiste en effet sur le fait que : « Comprendre un phénomène, c'est décrire sa structure et dégager sa signification. Expliquer un phénomène, c'est expliquer sa genèse à partir d'une fonctionnalité en voie de devenir à partir d'un sujet. Et il n'y a pas de différence radicale entre la compréhension et l'explication. [...] Toute recherche se situe toujours à deux niveaux : celui de la structure et celui de la fonctionnalité. Et la fonctionnalité implique le sujet ; et le seul sujet qui, au niveau historique, peut rendre compte de l'ensemble des phénomènes – s'il s'agit de textes dont nous connaissons l'ensemble – c'est précisément le sujet collectif » : Goldmann (Lucien), *La création culturelle dans la société moderne, op. cit.*, p. 152.
57. ↑ Lénine (Vladimir Ilitch), *Sur le marxisme*, Moscou, Éditions de l'agence de Presse Novosti, 1969, p. 72.
58. ↑ « Suivant une interprétation dogmatique, et, dès lors, non dialectique, de cette approche du processus cognitif, certains ont voulu enfermer cette philosophie de la praxis, dans un schéma mécanique et simple, réduisant la superstructure à une simple expression de la base économique. Il va sans dire que cette interprétation étroite a été à l'origine de nombreux malentendus qui ont eu des incidences très concrètes quant à la position adoptée par la gauche dans la lutte des classes, et plus ponctuellement, dans les processus révolutionnaires et les moments de construction du socialisme. A ainsi été sous-estimée l'importance des enjeux de la bataille idéologique, spécialement, dans le champ de la culture, de la vie quotidienne, et la communication, puisque c'est notre sujet. Ce n'est donc pas un pur exercice académique que de déterminer le degré d'autonomie ou d'hétéronomie de la superstructure par rapport à la base économique, mais une exigence qui surgit de la nécessité d'élaborer une stratégie destinée à mettre en déroute l'ordre dominant. La théorie mécanique constitue fréquemment un faux-fuyant tactique qui éclipse de la perspective révolutionnaire la question de la mobilisation. On condamne les expériences qui, visant à modifier les rapports sociaux avant que les forces productives soient suffisamment développées, osent porter le niveau de conscience populaire au-delà des bases réelles de leur existence sociale. Cependant, les analyses de Marx, pourtant limitées par la force des choses à l'examen du niveau économique, mettent en garde contre cette orientation de nature stalinienne, qui limiterait la sphère des rapports de production au plan matériel, et creuserait inévitablement l'écart entre la théorie et la pratique politique » (PAC).
59. ↑ . Rappelons que Marx et Engels affirment dans le *Manifeste du Parti communiste* que la bourgeoisie est le produit « d'une série de révolutions dans les modes de production et de communication » : Marx (Karl), Engels (Friedrich), *Manifeste du Parti communiste, op. cit.*, p. 36. « Le mode de production de la communication, écrit pour sa part Armand Mattelart, comprend tous les instruments de production (les machines à transmettre l'information, non seulement la radio, la télévision, mais aussi le papier, les machines à écrire, les instruments musicaux et cinématographiques, par exemple), les méthodes de travail (la division en différents genres, la codification de l'information, les modes de collecte et choix de l'information, etc.) et toutes les relations de production qui s'établissent entre les individus dans le processus de communication (les rapports de propriété, les rapports entre l'émetteur et le récepteur, la division technique du travail, et toutes les formes d'organisation et association) » (PAC).
60. ↑ Brohm (Jean-Marie), *Les principes de la dialectique, op. cit.*, p. 172.
61. ↑ Mattelart (Armand), Neveu (Érik), *Introduction aux Cultural Studies*, Paris, La Découverte, 2003, p. 38.
62. ↑ Il soulignera également que c'est bien dans cette perspective que les idéologues malthusiens (à commencer par Malthus lui-même) défendent la « promotion d'un nouveau code moral, sur la nécessité de répandre dans les classes inférieures le principe de population à travers le système éducatif » (ULI). L'éducation des masses au principe de population est pour Malthus ce par quoi il faut passer (la *médiation*) pour imposer au peuple les logiques de sujétion, c'est-à-dire lui faire accepter et intérioriser la nécessité de respecter les modes de faire les plus profitables aux classes dominantes.
63. ↑ Bensaïd (Daniel), *Marx mode d'emploi, op. cit.*, p. 5.
64. ↑ Goldmann (Lucien), *Recherches dialectiques*, Paris, Gallimard, 1959, p. 46.
65. ↑ rohm (Jean-Marie), « Introduction », in Jakubowsky (Franz), *Les superstructures idéologiques dans la conception matérialiste de l'histoire*, Paris, EDI, 1971, p. 24.
66. ↑ Debray (Régis), *Entretiens avec Allende sur la situation au Chili*, Paris, Maspero, 1971, pp. 19-20.
67. ↑ Lukács (Georg), *Lénine*, Paris EDI, 1965, p. 47.
68. ↑ Goldmann (Lucien), *Marxisme et sciences humaines*, Paris, Gallimard, 1970, p. 179.
69. ↑ Brohm (Jean-Marie), « Préface », in Lukács (Georg), *Lénine*, Paris EDI, 1965, p. 16.
70. ↑ Allende (Salvador), « Entretiens », in Debray (Régis), *op. cit.*, p. 132.
71. ↑ Garo (Isabelle), *Marx et l'invention historique*, Paris, Syllepse, 2012, pp. 48-49. Et Isabelle Garo de rappeler également que par là-même, Marx « s'inscrit bien dans la filiation d'une réflexion philosophico-politique d'inspiration cosmopolite, dont Kant est un jalon majeur ».
72. ↑ *Ibid.*, p. 48.
73. ↑ Debray (Régis), *op. cit.*, p. 39.
74. ↑ Trotsky (Léon), « Le programme de transition. L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^{ème} Internationale (1938) », *Marxists.org*, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran.htm>.

75. ↑ Debray (Régis), *op. cit.*, pp. 59-60.
« Pour Gramsci comme pour Althusser, il y a une lutte des classes dans la théorie et dans la culture, la question de savoir quel camp parvient à imposer son terrain – c'est-à-dire son langage et ses catégories – à ses adversaires étant un élément crucial du rapport de force. L'histoire des idées peut en ce sens être conçue comme l'histoire des "traductions" et des "contre-traductions" de doctrines rivales les unes dans les autres.
76. ↑ On ne peut bien sûr manquer de songer au néolibéralisme actuel, à sa domination culturelle sans partage dans les années 1980 et 1990 (sans doute moindre dès les années 2000), qui force ses opposants à employer son vocabulaire » : Cf. Keucheyan (Razmig), « Antonio Gramsci : culture, information et subalternité », in Granjon (Fabien) dir., *op. cit.*
77. ↑ Debray (Régis), *op. cit.*, pp. 61-62 et 129.
78. ↑ Beaud (Paul), *La société de connivence. Média, médiations et classes sociales*, Paris, Aubier, 1984, p. 292.
79. ↑ *Ibid.*
80. ↑ Mattelart (Armand), « De la difficulté à penser l'international au regard de l'histoire : leçons d'un itinéraire intellectuel », in George (Éric), Granjon (Fabien) dir., *op. cit.*, pp. 28-29.
81. ↑ Mattelart (Armand), « Quarante ans de critique des médias. Entretien avec Fabien Granjon », *art. cit.*, p. 63.
Dans le Manifeste inaugural de la Première internationale (1864), Marx invitait les ouvriers à « se mettre au courant des mystères de la politique internationale, à surveiller la conduite diplomatique de leurs gouvernements respectifs, et la combattre au besoin par tous les moyens en leur pouvoir » : Marx (Karl), « Manifeste inaugural de l'Association Internationale des Travailleurs (1864) », *Marxists.org*, <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1864/09/18640928.htm>.
82. ↑ Marx (Karl), Engels (Friedrich), *Manifeste du Parti communiste*, Paris, Nathan, 1981, pp. 36-38.
83. ↑ Marx (Karl), *Le Capital*, livre III, tome VI, Paris, Éditions Sociales, 1960, p. 341.
84. ↑ Lénine (Vladimir Ilitch), *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Montreuil, Éditions Science Marxiste, 2005, p. 106. Cf. également : Luxemburg (Rosa), *Œuvres III – L'accumulation du capital*, Paris, Maspero, 1969 ;
85. ↑ Trotsky (Léon), « Entre l'impérialisme et la révolution (1922) », *Marxists.org*, <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1922/02/10.htm> ; Boukharine (Nikolaï), *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Paris, Anthropos, 1967.
86. ↑ Allende (Salvador), « Entretiens », in Debray (Régis), *op. cit.*, pp. 77 et 95.
87. ↑ Trotsky (Léon), *La révolution permanente*, Paris, Minuit, 1963 ; Trotsky (Léon), *L'internationale communiste après Lénine*, Paris, PUF, 1969.
88. ↑ Trotsky (Léon), « Programme de transition. Les pays arriérés et le programme des revendications transitoires (1938) », *Marxists.org*, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran15.html>.
89. ↑ Outre l'innovation technologique, Jacques Valier souligne deux autres tendances importantes de l'impérialisme post-Seconde guerre mondiale qui seront *de facto* repérables dans le cas chilien. D'une part, le rôle des dépenses militaires dans la garantie des profits des monopoles : « Ces dépenses sont la source de très importantes et bénéfiques commandes aux secteurs-clefs de l'industrie privée ». D'autre part, « La mise en place d'un système néo-colonial d'exploitation », notamment des matières premières, par exemple minières et agricoles : Valier (Jacques), *Sur l'impérialisme*, Paris, Maspero, 1975, pp. 16-17.
90. ↑ Un ouvrage comme *Multinationales et systèmes de communication* (Paris, Anthropos, 1976) est certainement exemplaire de cette attention. Sur le rapport entre le développement technologique (télégraphe, machines à vapeur, etc.) et le cosmopolitisme marchand, cf. Mattelart (Armand), *L'invention de la communication*, Paris, La Découverte, 1994.
91. ↑ « En Amérique latine, par exemple, la réinsertion dans le processus productif mondial des économies sous-développées, après la crise du capitalisme mondial des années 1930, a signifié une soumission de l'accumulation mondiale. Les bourgeoisies nationales naissantes ont été contraintes d'investir selon les formes que leur imposaient les capitalistes des pays avancés, sous peine de disparaître : d'où l'existence d'importantes capacités de production. Mais, face à ces capacités, le marché, en raison de la forte concentration des revenus et de la faible expansion de l'emploi productif, était insuffisant. Pour commencer cette insuffisance, les capitalistes nationaux fabriquant les biens d'équipement augmentèrent leurs prix. Mais ils furent alors de plus en plus concurrencés par les entreprises étrangères. Peu à peu, on assista à une mainmise croissante du capital étranger. La bourgeoisie nationale naissante se transforma en bourgeoisie associée au capital étranger » : Valier (Jacques), *Sur l'impérialisme*, *op. cit.*, pp. 27-28.
92. ↑ Mattelart (Armand), « De la difficulté à penser l'international au regard de l'histoire : leçons d'un itinéraire intellectuel », in *op. cit.*, p. 27.
Il faut ici rappeler que certains secteurs et officiers supérieurs de l'armée chilienne étaient favorables à l'UP. Le Général René Schneider Chereau, commandant en chef des Armées, fut assassiné par un groupe d'extrême-droite le 25 octobre 1970, dix jours avant que Salvador Allende soit adoubé président. Quant au général de l'armée de l'air Alberto Bachelet (père de Michelle Bachelet, actuelle Présidente de la République du Chili), qui, sous l'Unité Populaire, fut responsable de l'Organisation de distribution de produits alimentaires, il fut emprisonné après le coup d'État du fait de son soutien au gouvernement Allende. Il mourut sous les tortures.
93. ↑ *Explicit* fameux du *Manifeste du Parti communiste*.
94. ↑ Lénine (Vladimir Ilitch), *L'Internationalisme prolétarien*, Moscou, Éditions du progrès, 1980, p. 7.
95. ↑ Cf. par exemple : Internationale Communiste, « Thèses générales sur la question de l'Orient. IV^{ème} congrès de l'IC (1922) », *Marxists.org*, https://www.marxists.org/francais/inter_com/1922/ic4_08.htm.
96. ↑ Cf. par exemple : Trotsky (Léon), « Programme de transition. Les pays arriérés et le programme des revendications transitoires (1938) », *art. cit.*
97. ↑

-
98. ↑ Armand Mattelart rappelle qu'en janvier 1968, eut lieu à La Havane, un Congrès culturel « où pour la première fois dans un pays du Tiers-Monde furent passées au crible les stratégies de l'impérialisme culturel des États-Unis, [révélant ainsi] l'importance de la Révolution cubaine dans la construction d'un front culturel et idéologique à l'échelle tricontinentale » (PAC).
99. ↑ Löwy (Michael), *La pensée de Che Guevara*, Paris, Maspero, 1970 ; Debray (Régis), *La Révolution dans la révolution ?*, Paris, Maspero, 1972.
100. ↑ Dos Santos (Theotonio), « The Structure of Dependence », *The American Economic Review*, vol. 60, n° 2, 1970, p. 231.
101. ↑ Amin (Samir), *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1970 ; Amin (Samir), *Le Développement inégal. Essai sur les formes sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Minuit, 1973.
102. ↑ Frank (André G.), *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Paris, Maspero, 1968.
103. ↑ Marini (Rui M.), *Sous-développement et révolution en Amérique latine*, Paris, Maspero, 1972.
104. ↑ Cf. les tomes 2 et 3 de la présente anthologie.
105. ↑ Zarowsky (Mariano), *art. cit.*
106. ↑ Front de libération du Mozambique.
107. ↑ Mattelart (Armand), « De la difficulté à penser l'international au regard de l'histoire : leçons d'un itinéraire intellectuel », in George (Éric), Granjon (Fabien) dir., *op. cit.*, p. 34.
108. ↑ Cf. également : Mattelart (Armand), « La Spirale » : quand l'ancien monde refuse de mourir, *Le Monde diplomatique*, septembre 2013, <http://www.monde-diplomatique.fr/2013/09/MATTELART/49668>.
109. ↑ Reggane Films (Paris), 145 mn, mai 1976.
110. ↑ Mattelart (Armand), « De la difficulté à penser l'international au regard de l'histoire : leçons d'un itinéraire intellectuel », in George (Éric), Granjon (Fabien) dir., *op. cit.*, pp. 30-31.
111. ↑ Bensaïd (Daniel), *La discordance des temps. Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, Paris, Les Éditions de la Passion, 1995.
112. ↑ Bensaïd (Daniel), « Fragments pour une politique de l'opprimé : événement et historicité », 2003, <http://danielbensaid.org/Fragments-pour-une-politique-de-l>.
113. ↑ Lénine (Vladimir Ilitch), *L'Internationalisme prolétarien*, *op. cit.*, p. 38.
114. ↑ Bensaïd (Daniel), *Une lente impatience*, Paris, Stock, 2004.
115. ↑ L'intranquillité est le terme générique par le biais duquel nous désignons, dans l'ordre du vécu, les désajustements entre, d'une part, des dispositions critiques visant des formes d'autonomisation, et d'autre part, des contextes sociaux portant des formes de domination qui ne manquent pas de s'exercer, notamment sur les sujets critiques, qui par leur engagement, remettent précisément en cause ces dominations. Cf. Granjon (Fabien), Beucher (Thierry), « De l'intranquillité. Pessoa, sujet critique ? », *The Lighthouse*, n° 1, novembre 2014, https://drive.google.com/file/d/0Bw5x3Gs2dL6u_NWVuOWJNNWdMZVU/view?pli=1.
116. ↑ Bensaïd (Daniel), « Fragments pour une politique de l'opprimé : événement et historicité », *art. cit.*
117. ↑ Bensaïd (Daniel), *Les irréductibles. Théorèmes de la résistance à l'air du temps*, *op. cit.*, p. 106.